SÉNAT

Session ordinaire de 1917.

COMPTE RENDU IN EXTENSO. — 19^e SÉANCE

Séance du vendredi 16 mars.

SOMMAIRE

1. — Procès-verbal : M. Boivin-Champeaux.
2. — Dépôt par M. Dupont d'un rapport, au nom de la commission des finances, sur le projet de loi adopté par la Chambre des députés, tendant à autoriser les militaires russes et serbes combattant avec les troupes françaises à recevoir gratuitement, une fois par mois, un paquet postal recommandé.
3. — Suite de la 1^{re} délibération sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à l'obligation de la rééducation professionnelle des blessés et des mutilés de la guerre appelés à bénéficier de la loi sur les pensions militaires.
Discussion générale (fin) : MM. Justin Godart, sous-secrétaire d'Etat du service de santé au ministère de la guerre; Cazeneuve, Paul Strauss, rapporteur; Clémentel, ministre du commerce, de l'industrie, de l'agriculture, des postes et des télégraphes; de Lamarzelle et Astier.
Déclaration de l'urgence.
Renvoi à une prochaine séance de la discussion des articles.
4. — Dépôt par M. Clémentel, ministre du commerce, de l'industrie, de l'agriculture, du travail, des postes et des télégraphes, au nom de M. le ministre des finances, d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, concernant l'application de l'article 5 de la loi du 1^{er} juillet 1916 (contribution extraordinaire sur les bénéfices réalisés pendant la guerre). — Renvoi à la commission des finances.
5. — Règlement de l'ordre du jour : MM. de Lamarzelle, Henry Bérenger, Clémentel, ministre du commerce, de l'industrie, de l'agriculture, du travail, des postes et des télégraphes, et Paul Strauss.
Fixation de la prochaine séance au jeudi 22 mars.

PRÉSIDENCE DE M. ANTONIN DUBOST

La séance est ouverte à trois heures.

1. — PROCÈS-VERBAL

M. de La Batut, l'un des secrétaires, donne lecture du procès-verbal de la précédente séance.

M. le président. La parole est à M. Boivin-Champeaux sur le procès-verbal.

M. Boivin-Champeaux. Le *Journal officiel*, page 273, me prête les paroles suivantes : « Je dis que, d'une façon absolue, aussi bien au regard des époux qu'à celui des tiers, la rupture du lien conjugal, s'il n'y a pas eu appel ou pourvoi, ne date que du jour où la transcription a été opérée. »

Mon observation avait un sens contraire et doit être rédigée comme suit : « Je dis qu'au regard des tiers, la rupture du lien conjugal ne peut dater que du jour où la transcription a été opérée. »

M. le président. La rectification sera faite au *Journal officiel*.

Il n'y a pas d'autre observation sur le procès-verbal ? ...

Le procès-verbal est adopté.

2. — DÉPÔT DE RAPPORT

M. le président. La parole est à M. Dupont.

M. Emile Dupont. J'ai l'honneur de dé-

poser sur le bureau du Sénat un rapport fait au nom de la commission des finances chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à autoriser les militaires russes et serbes combattant avec les troupes françaises, à recevoir gratuitement, une fois par mois, un paquet postal recommandé.

M. le président. Le rapport sera imprimé et distribué.

3. — SUITE DE LA DISCUSSION DE LA PROPOSITION DE LOI RELATIVE A LA RÉÉDUCATION DES MUTILÉS

M. le président. L'ordre du jour appelle la suite de la 1^{re} délibération sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à l'obligation de la rééducation professionnelle des blessés et des mutilés de la guerre appelés à bénéficier de la loi sur les pensions militaires.

La parole, dans la discussion générale, est à M. le sous-secrétaire d'Etat du service de santé.

M. Justin Godart, sous-secrétaire d'Etat du service de santé au ministère de la guerre. Messieurs, je viens répondre à la demande faite au Gouvernement, hier, à cette tribune, par l'honorable M. Astier, et exposer, pour ma part, comment le service de santé a collaboré à la rééducation professionnelle des mutilés.

Dès les premiers mois de la guerre, de nombreuses écoles ont été créées, pour beaucoup avec le concours financier du ministère de l'intérieur, qui ouvrit, dès le 1^{er} mai 1915, à Saint-Maurice, une école modèle qui a servi et sert encore d'exemple. Une belle émulation poussa les départements, les municipalités, les chambres de commerce, les initiatives privées à établir pour les invalides de la guerre ateliers et internats.

Le service de santé par des affiches apposées dans les formations sanitaires et complétées jour par jour, porta à la connaissance des blessés les facilités qui leur étaient ainsi offertes pour se réadapter à leur métier d'avant la guerre ou pour en apprendre un nouveau. Les médecins chefs reçurent l'ordre de faire personnellement une propagande de conseils et de persuasion auprès des mutilés pour qu'ils passent au plus vite de l'hôpital à l'école professionnelle.

Mais on attendait le plus souvent la réforme de l'homme. Un trop long temps s'écoulait dans l'oisiveté de l'hospitalisation, et cela nuisait au recrutement des écoles et au reclassement rapide du réformé dans une situation sociale.

C'est alors que le service de santé envisagea le travail comme une des meilleures méthodes de traitement physique et moral et il s'organisa pour l'appliquer, en faisant de l'école professionnelle une annexe de l'hôpital, en plaçant même l'école dans l'hôpital.

J'indique tout de suite que le service de santé fit appel, dans ce but, à toutes les institutions existantes et utilisa tous les concours.

Au regard de la rééducation professionnelle, il faut considérer comme mutilé tout soldat qui a perdu, de par ses blessures, une plus ou moins grande partie de sa validité, qui, par suite, a été réformé. Ce sont, par exemple, les aveugles, les ankylosés, les blessés des nerfs aux membres inertes, les amputés. A toutes ces victimes de la guerre il faut, dès les cicatrices fermées, donner l'entraînement au travail.

Une raison d'ordre moral impose cette méthode. Affaibli par la souffrance, par de longs mois d'immobilité, le soldat peut être enclin à se décourager, à envisager les suites de sa blessure comme devant l'empêcher, non seulement de gagner sa vie,

mais d'avoir une existence supportable; sitôt qu'il a pu prendre conscience qu'il peut travailler, être utile, il est réconforté et regarde courageusement l'avenir.

Cette nécessité du travail précoce et les bienfaits qu'on en peut attendre sont surtout sensibles pour les aveugles. M. Brieux, notre grand auteur dramatique social, qui s'est mobilisé volontairement au service des blessés aux yeux avec un dévouement fraternel (*Très bien!*), l'a écrit en termes émouvants :

« Plus que les autres blessés, dit-il, les soldats aveugles ou menacés de l'être ont besoin d'un secours immédiat qui doit leur être donné à l'hôpital, pendant leur traitement, dès leur arrivée du front. ... »

« Avant de quitter l'hôpital, pour être dirigés sur les institutions où ils apprendront un métier, ils ont souvent à recevoir deux ou trois mois de soins. Si on les abandonne à eux-mêmes, je veux dire, si on se borne à leur donner les soins médicaux, ils passent des journées terribles perdus au milieu des autres blessés, isolés malgré le bon vouloir des médecins et des camarades. Ils sont livrés à leurs réflexions et ils sont vraiment très malheureux. »

Aussi M. Brieux a-t-il amené le service de santé à ouvrir, dans huit de nos hôpitaux où sont réunis les aveugles, de petits ateliers où sont enseignées la cordonnerie et la broserie.

Je veux encore citer M. Brieux, car les lignes suivantes, d'ordre pratique, peuvent inspirer des bonnes volontés; elles décrivent le petit atelier d'aveugles à l'hôpital :

« Vous aurez trouvé, dit M. Brieux, dans la ville où est installé l'hôpital, un ouvrier brosier aveugle. Il y en a dans presque toutes les villes. S'il n'y en a pas un dans la vôtre, vous vous serez adressé à l'association Valentin Haüy, 9, rue Duroc, à Paris, ou à la Société des Amis des Soldats aveugles de Reuilly, et vous en aurez trouvé un. Vous direz à vos élèves : « Je vais vous prouver qu'on peut gagner sa vie tout en n'y voyant plus beaucoup (employez le moins possible le mot « aveugle », surtout au début). Voilà monsieur, continuez-vous en montrant votre professeur de broserie, qui, lui, est aveugle complet. Il gagne sa vie et il est gai. »

« Vous ferez parler votre professeur, vous lui ferez dire combien il gagne par jour, et, lorsqu'il sera parti, vous ferez remarquer confidentiellement à vos élèves qu'ils sont, eux, plus favorisés que lui, puisqu'ils auront la pension que leur servira l'Etat. »

« Et vous mettez le plus tôt possible vos élèves devant l'établi. Cet établi est le plus simple qu'on puisse imaginer. On en a fait dans certain hôpital avec les moyens du bord; cela a coûté quelques francs et un peu de bonne volonté. »

« Alors il se passera une chose extraordinaire. Vous verrez devant vous s'accomplir un miracle. Chacun de vos élèves sera intéressé, conquis par la brosse bénie, absorbé par son travail... par ce travail qu'il réussit ou qu'il croit réussir du premier coup. »

« Deux heures, trois heures après, chacun sera transfiguré, on vous croira. On croira ce que vous avez dit parce qu'on aura entre les doigts cet objet dont on sait qu'il a une valeur marchande et que l'on aura créé. On aura la preuve matérielle, évidente, palpable, qu'on peut faire quelque chose sans y voir clair. »

L'apprentissage des aveugles aux petits ateliers des hôpitaux est parfois suffisant, et il est arrivé que certains ont pu rentrer chez eux sans avoir besoin de passer par une école de rééducation.

Celles-ci, au nombre de dix-sept, dont une des plus remarquables a été créée à Reuilly, par le ministère de l'intérieur, obtiennent

des résultats décisifs. Nous pouvons dire que les blessés aux yeux, ramenés à la vie par le travail, reprennent tous et vite leur place dans la société.

Leur courage et leur ingéniosité font se développer chez eux une habileté étonnante. Par centaines, M. Brioux a des lettres où ses aveugles de guerre le tiennent au courant de leurs progrès. Ils se remettent au labour des champs, au jardinage, avec une surprenante simplicité. En voici un qui bêche son jardin. « On couche, écrit-il, une planche sur le terrain à travailler et on enfonce la bêche en tenant le dos de l'outil contre la planche. Une fois la passe finie, on recule la planche de 15 ou 20 centimètres, et ainsi de suite; seulement il faut « regarder » souvent avec les mains si la terre est émietlée et si le fossé reste ouvert. »

Si, des aveugles sur le sort desquels nous pouvons être tranquilles — car ils trouvent en eux plus encore que dans les œuvres qui les aident, leur salut — nous passons aux autres catégories de mutilés, voici ce que le service de santé a fait pour eux.

Lorsqu'un blessé a ses plaies fermées il faut, après les antiseptiques et la chirurgie qui ont achevé leur œuvre, reconforter les membres atrophiés, assouplir les raideurs et vaincre les rétractions, en un mot s'efforcer de réduire les invalidités.

C'est ce qu'on tente dans les centres de physiothérapie où sont mis en action les agents physiques, lumière, air chaud, bains, massages, où est pratiquée la gymnastique.

Actuellement, le service de santé a 14 centres principaux et 31 centres annexes. De ces centres, je m'empresse de le dire, un très grand nombre d'hommes sortiront pour reprendre leur place au front ou être versés dans le service auxiliaire; les autres seront réformés.

Actuellement, le service de santé forme beaucoup de centres de physiothérapie secondaires parce qu'il oriente de plus en plus vers le travail ceux qui sont confiés à ses soins.

Le traitement de physiothérapie prend, en général, chaque jour, l'homme une heure ou deux. Il ne faut pas que celui-ci demeure oisif le reste du temps, car il perd le bénéfice de son traitement et s'amoindrit moralement. D'autre part, la mécanothérapie qui fut prospère lui impose une tâche sans intérêt, rebutante même, qui consiste à répéter dans un local clos, sur un engin rudimentaire ou compliqué, les mêmes gestes, à faire un effort sans rendement utile.

Le résultat désiré est plus rapidement obtenu, et avec plus d'entrain, si on met l'homme au grand air, à un travail gradué suivant ses forces et son état.

L'expérience nous a montré que là était la vérité. Et c'est ainsi que partout le travail a été organisé comme la plus parfaite mécanothérapie.

Je ne veux point faire d'énumération; je signalerai simplement, pour montrer comment le service de santé a adapté cette conception à la pratique, quelques types d'organisation.

A Paris, l'Union des colonies étrangères a manifesté sa sympathie pour la France et son admiration pour ses combattants en installant deux grandes écoles: l'une, professionnelle, dans les locaux mêmes du Grand Palais, centre de physiothérapie, l'autre, agricole, à Juvisy. Ici, le service de santé a bénéficié de l'initiative privée.

Le centre annexe de Versailles, le centre de neurologie de la 17^e région, sont établis dans les écoles du ministère de l'Agriculture.

Ailleurs, le service de santé a créé de toutes pièces, dans ses locaux, des ateliers.

A Troyes, par exemple, vingt ateliers sont ouverts, dont l'un s'adonne à une in-

dustrie locale intéressante: la réparation des aiguilles de métiers de bonneterie, industrie allemande autrefois, qui, désormais aura une main-d'œuvre qualifiée de mutilés.

A Troyes, dans le centre de physiothérapie, est l'école de motoculture, où le service de santé instruit les moniteurs, choisis parmi les mutilés ou les infirmiers de vieilles classes, qui, dans tous nos centres, lorsque les tracteurs seront en nombre suffisant, en enseigneront le maniement aux blessés en traitement.

A Martillac, près de Bordeaux, est un atelier qui a ceci d'intéressant, c'est qu'on n'y trouve aucun malade du matin au soir. Les hommes, en effet, sont, tout le jour durant, chez les propriétaires des environs ou dans les domaines attenants. Le rendement matériel et moral est complet. Voici ce qu'en dit le docteur Bergonié, médecin chef de cet hôpital:

« Le résultat économique est très important. Dix communes du canton de la Brède, rayonnant autour de l'hôpital de Martillac, ont retiré le plus grand profit de ces journées agricoles faites par le blessé. La santé locale et générale se refait très vite à Martillac: l'appétit, le sommeil et la gaieté reparassent, la discipline est de beaucoup meilleure; la joie de se retrouver dans le milieu familial régénère vite les hommes que la souffrance et le séjour à l'hôpital ont déprimés. Ce sont de véritables résurrections.

« Voilà pour les blessés guérissables; quant à ceux qui, à cause de leur état, sont proposés pour la réforme, ils sont soumis au même régime et acceptent avec joie d'aller chez le propriétaire, où ils se rééduquent inconsciemment, en quelque sorte, et progressivement. »

Enfin, outre les organisations créées par le service de santé, ou avec lesquelles il collabore partout, dans les centres de physiothérapie, l'ordre est donné et exécuté de faciliter aux blessés la reprise du travail. Ce sont les permissions agricoles, la constitution d'équipes, qui, dans toutes les régions, ont fait, pour les moissons, pour les vendanges, des milliers de journées; c'est l'envoi d'équipes aux usines travaillant pour la défense nationale, le placement individuel chez les employeurs, c'est la récente institution des congés de travail.

Le congé de travail — dit notre instruction du 31 janvier 1917 — est donné aux blessés, comme moyen de traitement pour améliorer leur état tout en leur permettant de coopérer à la production nationale.

Une consultation, composée du chef de secteur chirurgical, des chefs de centres électroradiologiques et de physiothérapie, se réunit deux fois par mois dans chaque centre de physiothérapie pour faire un triage des hommes auxquels on pourrait appliquer cette mesure.

Ceux-ci reçoivent immédiatement une permission de durée variable, fixée par la consultation, pour se rendre dans leurs foyers et s'y livrer à leurs travaux habituels.

« Vous rappellerez — est-il recommandé aux médecins chefs — à ces permissionnaires que ces congés leur étant donnés dans le but d'améliorer leur état, ils doivent se considérer comme astreints à leur travail habituel.

« Vous leur ferez savoir également qu'à leur retour, si leur état est amélioré, ils pourront recevoir un nouveau congé de travail. Dans le cas où aucun progrès ne serait constaté, ils seront, suivant la décision du médecin, soit rendus au traitement physiothérapique, soit utilisés dans les équipes agricoles pour essayer à nouveau d'être améliorés par le travail, mais sous une surveillance effective. »

Messieurs, je vous ai dit ce que le service

de santé avait fait dans les hôpitaux pour les aveugles et dans ses services de physiothérapie pour la réadaptation au travail et la rééducation professionnelle. Il nous reste à parcourir nos douze centres d'appareillage et de rééducation professionnelle où sont groupés les amputés.

Dans ces services, plus peut-être que dans les autres, il fallait mettre le travail à la portée des blessés, parce qu'un temps assez long est nécessaire pour doter l'amputé de son appareil de prothèse.

L'industrie orthopédique française a fait des progrès considérables; elle a activé sa fabrication de façon satisfaisante, mais l'appareillage n'est pas toujours possible rapidement, les moignons étant souvent douloureux, ayant besoin de soins prolongés pour supporter l'appareil.

Suivons un amputé à sa sortie de l'hôpital chirurgical, où il a été traité: il est évacué de droit sur le centre d'appareillage le plus voisin de son domicile, il est ramené dans sa région et près de chez lui. Là, il est rééduqué fonctionnellement au service de physiothérapie; il est muni d'appareils conforme au modèle-type. Enfin, il doit subir concurremment une rééducation professionnelle.

« D'une façon générale, dit notre instruction du 31 août 1916, il faut poser comme premier principe qu'il y a lieu de faire tous ses efforts pour faire reprendre à l'intéressé sa profession antérieure. » Ce principe admis, la rééducation professionnelle peut être envisagée de manières différentes. Si le mutilé peut faire la preuve qu'il a les moyens de reprendre son travail, soit qu'il ait une profession libérale, soit qu'il travaille chez lui, soit qu'il soit demandé par un patron, on l'autorise à sortir immédiatement du centre d'appareillage sans subir de rééducation préalable, le travail auquel il doit se livrer devant être considéré comme le meilleur mode de rééducation. Dans ces conditions il pourra, suivant son désir, soit attendre la livraison de son appareil de prothèse au centre d'appareillage, soit être libéré immédiatement après l'établissement de son dossier d'appareillage, à condition qu'il s'engage à revenir au centre pour recevoir livraison de son appareil lors de sa terminaison.

Mais un mutilé peut être en mesure de prouver qu'il a trouvé du travail au siège même du centre d'appareillage.

« Il pourra, dit l'instruction, tout en continuant sa rééducation fonctionnelle et son traitement physiothérapique, être autorisé à travailler chez son patron en attendant la confection de son appareil. »

Dans ce cas, il pourra, suivant son désir, ou bien être considéré comme hospitalisé au centre, où il couchera et où il prendra ses repas, pour travailler en ville dans l'intervalle, ou bien être inscrit comme consultant externe et ne venir au centre qu'aux heures réservées à son traitement physiothérapique et à son appareillage. Certains mutilés demandent parfois à être appareillés et à être rééduqués professionnellement par des sociétés d'assistance. Dans ce cas, les règles suivantes ont été prévues: les sociétés sont autorisées à recruter directement les blessés qu'elles veulent rééduquer, dès leur sortie de l'hôpital, sans qu'il soit besoin que ces mutilés passent par le centre d'appareillage dont ils dépendent. La société enverra à ce centre d'appareillage une fiche d'appareillage. Ces fiches seront classées et pourront servir, le cas échéant, à un appareillage ultérieur du blessé ou au remplacement de son appareil, au cas où la société ne pourrait pas assurer son remplacement.

Enfin, il a fallu envisager l'hypothèse où le mutilé ne pourrait pas rentrer chez lui, certain qu'il est de ne pas y trouver de tra-

vail, l'hypothèse où il ne pourrait pas être pris par un patron, l'hypothèse où il ne serait pas hospitalisé et rééduqué par une société d'assistance. Il a fallu, alors, organiser au centre même d'appareillage le service de rééducation professionnelle. Que peut être ce service de rééducation professionnelle? Suivant les lieux et les concours, il se présente, comme bien on pense, avec une certaine variété, le service de santé ayant cherché, comme je l'ai déjà dit, à utiliser tout ce qui existait. Là où des écoles étaient créées, les mutilés y ont été envoyés; là où il n'y en avait point, le service de santé a organisé les ateliers nécessaires. Prenons deux exemples, Bordeaux et Paris. A Bordeaux, il y a l'école normale pratique de rééducation professionnelle, fondée par le ministère de l'intérieur. Vingt ateliers y sont en pleine activité; le centre d'appareillage y envoie ses mutilés. S'ils y entrent comme pensionnaires, le service de santé paye 3 fr. par jour; s'ils y entrent comme demi-pensionnaires, il rembourse le repas de midi.

A Paris, grâce encore à l'union des colonies étrangères, c'est dans le centre même du service de santé, à Maison-Blanche qu'a été édifiée l'école industrielle et agricole.

Quel a été, messieurs, le principal résultat de cette liaison intime, de cette coopération directe du service de santé et de la rééducation professionnelle? C'est que les refus de rééducation professionnelle deviennent de plus en plus rares.

« Tous les entrants du dernier mois au centre d'appareillage de Montpellier, dit le rapport mensuel régional, ont accepté leur envoi à l'école professionnelle des mutilés avec empressement. »

Un rapport du docteur Gourdon, de Bordeaux, fait la même constatation. « Il y a quinze mois, dit-il, la majeure partie des mutilés était hostile à la rééducation professionnelle, soit qu'ils aient eu la crainte de voir diminuer leur droit à la pension, soit qu'ils n'aient pas eu confiance dans les résultats qu'on leur promettait, soit qu'ils aient compté sur l'Etat-providence pour subvenir à leurs besoins futurs. A cette époque, la proportion des refus de rééducation, parmi ceux ayant vraiment besoin d'être rééduqués, dépassait 80 p. 100 : l'influence décisive s'est manifestée par la création du service de rééducation professionnelle militaire. Ce service a permis d'avoir une action précoce et directe sur les mutilés avant qu'ils aient subi les influences fâcheuses.

« En voici les résultats saisissants : deux mois après l'ouverture de ce service, les refus de rééducation s'étaient abaissés à 6 p. 100. Actuellement, cette proportion est de 1 p. 100. »

Aussi, messieurs, pouvons-nous dire que, présentement, un nombre infime de blessés justiciables d'une rééducation professionnelle échappent à celle-ci.

Pour la réadaptation au travail des amputés, le service de santé avait une tâche plus particulièrement technique à remplir : c'était de doter le mutilé d'un appareil remplaçant au mieux le membre absent.

Il a fallu étudier la prothèse professionnelle, et cela a été l'œuvre de la commission d'orthopédie que j'ai créée, le résultat des recherches de chaque centre, des suggestions des mutilés eux-mêmes. La liaison étroite du service de santé et de la rééducation professionnelle a facilité ces progrès, les appareils fournis aux centres d'appareillage étant mis à l'épreuve de l'usage professionnel à l'école et pouvant être modifiés pour chaque cas.

Dans le livret d'appareillage remis à chaque mutilé et qui rattache le mutilé à son centre d'appareillage, comme le livret militaire à sa région de mobilisation, une

petite notice indique au titulaire ses droits et, lie toujours, en quelque sorte, l'appareil au métier.

En tête du livret d'apprentissage, il est indiqué au mutilé qu'il a droit aux appareils prothétiques qui lui sont nécessaires, à leur réparation et à leur remplacement.

« Le type d'appareil alloué — est-il dit — est choisi d'un commun accord entre le chef du centre de prothèse et le mutilé lui-même.

« Ce dernier a toujours intérêt à s'inspirer des conseils du chef du centre, qui est un médecin spécialisé dans l'art de la prothèse et de la réadaptation professionnelle. »

Que donnons-nous aux mutilés dans nos centres d'appareillage ?

Ils ont droit, pour les amputés des membres inférieurs, à un pilon rigide de marche, dit pilon de secours, et à une jambe articulée avec ou sans verrou de blocage du genou, suivant les préférences et les occupations du blessé.

Aux amputés du membre supérieur dont le moignon est encore suffisant pour permettre le travail, on donne un bras de secours et un bras articulé comprenant un bras de travail avec accessoires professionnels généraux ou spéciaux, un avant-bras et une main de parade avec pouce articulé.

Que sont ces accessoires professionnels indiqués par le livret d'appareillage? Pour les appareils du membre inférieur, ce sont, par exemple, pour marcher dans les terres labourées, des sabots s'adaptant au pilon; pour ceux du membre supérieur, ce sont les mains professionnelles.

Une évolution curieuse s'est faite dans la recherche des types d'appareils de prothèse. Tout d'abord, on a voulu reproduire le membre disparu, au naturel, s'il m'est permis d'employer cette expression. Le service de santé en délivre aux désarticulés de l'épaule; ce sont, hélas, des bras de parade, avec main sculptée en bois. On a imaginé des mains ingénieusement machinées; mais, pour le travail, il faut des choses simples et solides. On a conçu, alors, bien avant la guerre, d'ailleurs, le bras de travail, simple tige d'acier, diversement articulée, levier qui se fixe à l'engainement du moignon et reçoit, à l'autre extrémité, une main de travail.

Au début, on a cherché à faire des mains de travail qui soient des appareils universels; des espèces de pinces permettant de saisir les objets et même de manier un outil; mais l'observation a montré que ces appareils universels ne pouvaient pas donner un rendement utile. Alors, on a — à la suite de l'observation minutieuse, des mouvements nécessaires à un amputé pour exécuter un travail donné — imaginé toute une série de mains professionnelles.

C'est ainsi que, à l'heure présente, nous tenons à la disposition des mutilés une vingtaine de petites mains d'acier, fort ingénieuses, infiniment utiles.

Nous donnons à celui qui retourne dans son pays, comme vigneron, une main de vigneron lui permettant de faire la taille et tous les travaux de la vigne. Nous avons une main pour le facteur, pour le mécanicien, l'emballer, etc. Et ainsi les amputés des membres supérieurs suivant la profession qu'ils choisissent ont les outils les mieux adaptés au but qui doit être atteint.

Messieurs, je ne puis entrer dans le détail des salaires que peuvent gagner les mutilés rééduqués et appareillés, et sur lesquels l'honorable M. Astier, hier, vous a donné des indications si intéressantes. Mais ces salaires sont satisfaisants, et le placement rapide, sans difficulté, des mutilés est pour nous rassurer sur leur avenir.

D'ailleurs, je crains d'avoir retenu déjà

trop longtemps l'attention de l'Assemblée (Parlez! parlez!)

Je termine en adressant aux mutilés et à ceux qui s'intéressent à eux un conseil et une déclaration.

Le conseil est tiré de l'expérience déjà longue. Il faut réagir contre la tendance qu'ont les mutilés à vouloir apprendre un autre métier que celui qu'ils avaient avant la guerre (*Très bien! très bien!*), contre la tendance qu'ont les écoles de rééducation à se multiplier et à multiplier les métiers enseignés et à encourager ainsi les changements. Rares sont les mutilations qui détournent un blessé de la reprise de son métier. C'est gaspiller des efforts et un acquis que négliger les connaissances techniques antérieures du blessé; elles sont un capital précieux à aménager simplement pour une production ralentie ou connexe. Quand je vois des agriculteurs mués en sténo-dactylographes ou en comptables, je ne puis approuver, surtout lorsque je consulte les rapports des chefs des centres qui confirment par des chiffres mon appréciation.

Ainsi, le mois dernier, de l'hôpital complémentaire 40 de Lyon, onze cultivateurs sont sortis; neuf ont gardé leur profession, les deux autres, amputés des cuisses, étant ouvriers à la journée, ont préféré des places, bien qu'ayant reçu une très bonne rééducation agricole.

Une enquête faite par le médecin chef de ce même hôpital, sur dix de ses anciens rééduqués, lui a révélé qu'un seul avait abandonné la terre. Amputé du bras, il avait été lauréat deux fois au concours; mais la grande ville l'avait attiré, et il était devenu électricien, ayant, d'ailleurs, avant la guerre, fait un petit apprentissage.

Les autres — et je lis ces quelques lignes du rapport — sont restés aux champs « tous ont utilisé leurs appareils pour les travaux les plus divers et quelquefois les plus durs. Leurs lettres sont intéressantes par le sens critique qu'elles montrent chez leurs auteurs, qui donnent des indications avisées sur certaines modifications à faire subir aux appareils de prothèse, par la bonne volonté évidente qu'elles manifestent, chez ceux qui les ont écrites, de s'adapter vaillamment à leur nouvelle situation, si dure qu'elle soit ».

Donc le retour à l'ancien métier est un principe à proclamer. S'il est impossible dans certains cas, il faut, de préférence, faire du mutilé un petit artisan qui, au village natal, avec l'appoint d'un lopin de terre, d'un jardin, aura, comme cordonnier, menuisier, horloger, rhabilleur, une existence honorable et libre.

Voilà le conseil que je voulais formuler. Quant à la déclaration, elle doit détruire une préoccupation des mutilés, exposée hier par l'honorable M. Astier : les mutilés craignent de voir leur pension diminuée s'ils obtiennent, par la rééducation professionnelle, une habileté qui leur donnera des gains. Les mutilés n'ont pas à avoir cette crainte, leur pension est intangible. (*Très bien!*) Elle leur est allouée en raison de l'invalidité qui est la conséquence de leur blessure indépendamment de toute considération de situation sociale ou de fortune; lorsque la pension est fixée, on est en face d'un soldat qui a été frappé au service du pays; on ignore s'il est riche ou pauvre, on le pensionne pour la diminution de sa validité prise en elle-même. Comment peut-on imaginer que, parce que le mutilé pensionné a retrouvé son salaire par son énergie, l'Etat pourrait réduire sa pension, alors qu'au moment de la fixation de celle-ci, l'Etat ne s'est en rien préoccupé de ses revenus?

Ecartons donc cet obstacle placé sur la route de la rééducation professionnelle. La pension est intangible légalement; elle l'est

moralement aussi, je dirai même surtout, car c'est la dette sacrée de la nation à l'égard de ceux qui ont souffert pour elle. (*Vive approbation.*)

Messieurs, j'ai fini mon exposé. Le service de santé a collaboré et continuera à collaborer avec toutes les institutions publiques ou privées de rééducation professionnelle; son rôle étant essentiellement de diriger sur elles, le plus tôt possible, les mutilés, de faciliter leur hospitalisation et leur entretien, de guider techniquement leur travail en faisant état des forces et de la mutilation du blessé.

J'ai voulu démontrer, et j'espère y être parvenu, que les résultats obtenus par tous les concours coordonnés sont encourageants et que grâce à eux, nos mutilés, après avoir été au service de la patrie de vaillants et nobles combattants, deviendront, toujours au service du pays, d'utiles citoyens. (*Vifs applaudissements.*)

M. le président. La parole est à M. Cazeneuve.

M. Cazeneuve. Messieurs, je me souviens et vous vous souvenez comme moi des discussions si intéressantes qui ont eu lieu, il y a quelques semaines, à propos d'un projet de loi tout aussi intéressant que celui-ci et qui concernait les pupilles de la nation.

La discussion s'est ouverte un instant sur la question de savoir à quel ministère devait incomber l'application de la loi et la protection des pupilles de la nation. Les uns étaient partisans du ministère de l'instruction publique, d'autres, du ministère de l'intérieur, d'autres enfin tenaient pour le ministère de la justice. L'accord s'est fait sur le ministère de l'instruction publique.

Je crois qu'en ces matières, pour lesquelles on a prononcé si souvent le mot d'union sacrée, l'union sacrée entre les ministères est d'abord celle qui s'impose et que si un ministère prend immédiatement la responsabilité de l'application d'une loi, le concours des ministères voisins doit lui être entièrement acquis.

Chose remarquable, au lendemain de l'ouverture des hostilités, alors que nos vaillants blessés étaient recueillis dans les hôpitaux, l'union s'est faite entre les ministères sur cette question de rééducation des mutilés. Le ministère de l'intérieur, qui a charge d'assistance, a vu là un rôle à remplir au profit de ceux qui, ne pouvant plus être soldats, passeraient à l'arrière et demanderaient à être protégés. C'est ainsi que nous avons vu, comme l'indiquait tout à l'heure l'éminent sous-secrétaire d'Etat, se produire, à la date de mai 1915, des initiatives tout à fait intéressantes.

Messieurs, quand on parle de rééducation professionnelle, la pensée se reporte tout de suite vers les établissements d'enseignement technique et on se dit : « Le ministère de l'intérieur ! Pourquoi pas le ministère du commerce et de l'industrie ? » Et voilà que le projet est renvoyé au ministère du travail et que le service de santé s'en occupe.

Mais, messieurs, c'est la logique même, et M. Justin Godart, tout à l'heure, nous faisait un tableau saisissant de tout ce qui a été fait dans l'intérêt de nos blessés, de nos invalides de guerre, car c'est là le mot propre qu'il faut retenir. Que leur état soit l'invalidité complète ou partielle, qu'ils aient été mutilés, amputés, éclopés ou non, ce sont des invalides incapables de servir sur le front. Comme le disait M. Astier dans son exposé lumineux, il faut les rendre à la vie économique.

Messieurs, au concours du service de santé qui est dû à l'esprit si pratique de mon ami M. Justin Godart s'est joint celui du ministère de l'intérieur, puis de tous les ministères. Les écoles d'agriculture, les sociétés d'enseignement professionnel rattachées au ministère du commerce, tout le

monde, est venu apporter son tribut d'efforts pour permettre à ces invalides de contribuer encore à la reconstitution de la patrie et de lui donner des fils.

Notre honorable et sympathique collègue M. de Lamarzelle s'est appliqué à discuter des textes qui sont toujours susceptibles d'être modifiés; et la commission de l'armée, très débonnaire, dans la matière, désirerait que ce projet comme celui des pupilles de la nation fût voté à l'unanimité du Sénat, y compris la voix de M. de Lamarzelle.

M. de Lamarzelle. C'est ce que je désire et j'espère que nous y arriverons.

M. Cazeneuve. Ce qu'on peut dire, c'est que, jusqu'ici, tout a fonctionné sans loi...

M. de Lamarzelle. Cela fonctionne quelquefois beaucoup mieux.

M. Cazeneuve. ... et a fonctionné, mon cher collègue, dans de telles conditions que j'ai été surpris hier de vous voir manifester des préoccupations. Lesquelles ? Sont-ce des préoccupations d'ordre politiques ?

M. de Lamarzelle. Oh, non !

M. Cazeneuve. De quel ordre, alors ?

M. de Lamarzelle. Entendons-nous : j'ai craint qu'on ne fit de la politique.

M. Cazeneuve. Vous faisiez allusion aux sociétés privées qui ont fait preuve d'initiative à côté des divers ministères. Or, ces sociétés sont d'opinions bien différentes, les unes sont mues par l'idée religieuse, les autres par le sentiment humanitaire et philanthropique simplement; toutes ont uni leurs efforts. Je constate, par les bulletins que nous recevons tous les mois au sujet du placement des invalides de la guerre — car il est très important, après avoir rééduqué les mutilés, de les aider à trouver une occupation — que toutes ces sociétés privées apportent leurs soins à ce placement. La société de M. Barès, où le docteur Tuffier, l'éminent chirurgien, a apporté un concours technique si utile, de même que l'école professionnelle créée à Lyon par mon ami M. Herriot, font du placement.

Que veut donc la proposition de loi actuelle ? M. le rapporteur a plus d'autorité que moi pour le dire, mais, ayant vécu au sein de la commission de l'armée et de la sous-commission du service de santé, il me sera bien permis de dire que le projet a simplement pour but de donner à l'office national son statut. Il fonctionne déjà, il est organisé, c'est une émanation de trois ministères.

Vous voudrez bien, messieurs, quand elle sera tirée — car elle n'existe encore qu'à l'état d'épreuve — jeter un coup d'œil sur la brochure relative au fonctionnement de l'office national des mutilés de la guerre (bulletin n° 1, année 1916). Vous y verrez comment cet office est organisé, avec un comité de rééducation et un conseil de perfectionnement. Dans celui-ci, comme dans le comité des pupilles de la nation, on a mis des dames qui se qualifient par leur haute intelligence et dont le cœur est au niveau de l'intelligence.

Tout fonctionne déjà, de sorte que si la loi doit avoir cet avantage de donner peut-être une impulsion plus grande à ce qui existe, ce sera sans apporter aucune perturbation. Et, quel que soit le texte adopté, quel que soit le caractère un peu ambigu de telle ou telle expression, M. de Lamarzelle peut être convaincu que l'union se fera dans l'intérêt général pour favoriser le travail à tous ces invalides, quelle que soit leur invalidité.

Tout à l'heure, M. Justin Godart faisait allusion à la préoccupation importante de rendre à leur métier les invalides de la guerre. Cela est capital, mais, pour y parvenir, il est indispensable que cette rééducation suive une marche scientifique.

M. Justin Godart a fait allusion à cette remarquable école de Bordeaux que M. As-

tier a visitée. Elle est dirigée par M. le docteur Gourdon, qui a été l'élève et le collaborateur de M. Jules Amar, du conservatoire des arts et métiers. Voici l'exemple d'une école qui fonctionne scientifiquement et où l'on applique cette physiothérapie qui fait tant de merveilles ! Grâce à elle, des blessés inaptes ont pu être rendus à la vie militaire, ou, à défaut, ils ont pu l'être, neuf fois sur dix, à la vie économique.

Il semble bien, à propos du retour à la terre, qui est une de nos vives préoccupations, que tous les cultivateurs invalides peuvent y retourner si leur rééducation physiologique et l'appareil prothétique adopté ont été scientifiquement établis.

M. Astier, rapporteur de la commission des finances. Ce sont des invalides de la guerre rendus valides pour la terre.

M. Cazeneuve. Oui, des invalides de la guerre rendus valides pour la terre, comme vous le dites, mon cher collègue, avec tant d'à-propos. Rendre à la terre tous les cultivateurs, même les blessés, constitue une partie importante de notre tâche.

On se figurait volontiers, pour prendre un exemple, qu'un homme amputé d'une jambe ne pouvait faire un cultivateur. Erreur ! C'est une question d'appareillage, le fait est pratiquement démontré.

Déjà, avant les hostilités, notre agriculture manquait de main-d'œuvre. Cette guerre si longue va éprouver davantage encore nos campagnes qui fournissent les contingents les plus considérables de nos héroïques combattants. (*Très bien ! très bien !*)

Si nous n'avions pas les moyens médico-physiologiques de rendre à leur ancienne profession de cultivateurs les invalides de la guerre, ce serait extrêmement fâcheux. La science est à la hauteur de la question, M. le sous-secrétaire d'Etat l'a compris et il a le mérite d'avoir appelé tous les médecins à concourir à la solution de ce grand problème qui est la préface de la vie sociale de demain. (*Nouvelle approbation.*)

Messieurs, cette question présente un intérêt passionnant. J'ai en mains des renseignements des plus intéressants qui émanent d'un éminent ingénieur américain, Gilbreth.

Gilbreth est le collaborateur du célèbre Taylor dont les recherches scientifiques dans le domaine du travail industriel ont, au début, fait sourire quelques-uns. Souvent, les nouveautés scientifiques font sourire; mais, peu à peu, la science impose ses méthodes aux plus incrédules et aux plus sceptiques.

Ce collaborateur de Taylor possède des renseignements statistiques sur les mutilés de la guerre, aussi bien chez nos adversaires que dans les pays alliés. Croiriez-vous qu'il y a, à l'heure actuelle, tant en Russie, en Allemagne, en Autriche, dans les Balkans, que dans les autres pays belligérants, trois millions d'invalides réformés ?

M. le rapporteur de la commission des finances. C'est très exagéré.

M. Cazeneuve. M. Gilbreth a obtenu ces chiffres avec les moyens statistiques les plus sûrs; il s'est déplacé pour cela, il est allé notamment en Russie, où le nombre des invalides, en raison d'un service de santé plus mal organisé que chez nous, est considérable.

Il est d'ailleurs facile, mon cher collègue, d'opposer des dénégations. Si je vous cite ces chiffres, c'est qu'ils m'ont été fournis par un physiologiste distingué, qui apporte à l'étude de ces questions une ardeur scientifique à la fois infatigable et raisonnée. Il les tient du docteur Gilbreth lui-même, qui a dépensé des sommes assez élevées pour les obtenir.

Il y aurait eu treize millions de blessés, dont beaucoup de récupérables pour le service armé — on ne fait pas entrer dans ce

compte ceux qui sont morts de leurs blessures — et trois millions d'invalides de la guerre dans tous les pays belligérants; voilà les chiffres apportés par un médecin américain digne de foi. C'est dire combien le problème est important ! D'ailleurs, tous les pays s'en préoccupent.

La Belgique, de concert avec nous, a pris l'initiative d'un congrès qui se tiendra le 8 mai prochain. Le programme en est fort intéressant. Il embrasse toutes les faces du problème médical et social du réformé de guerre. La rééducation physiologique et professionnelle est au premier plan. On discutera, sans doute, toutes les voies de réalisation; mais je suis convaincu qu'il sera déclaré, dans ce congrès médical et humanitaire, que toute rééducation commande l'intervention de médecins compétents. La méthode à suivre doit être avant tout rationnelle parce que scientifique. A cette condition seule, elle sera réellement profitable au blessé.

C'est ainsi qu'on trouve, à Milan, sous la direction du docteur Galeozzi, une école dotée d'un million de francs pour la réadaptation des mutilés. Au Canada, c'est le docteur Toody, très connu dans les milieux scientifiques; en Angleterre, c'est le docteur Broddy. C'est encore le docteur Oreglio Ferrer qui a organisé, au Portugal, un centre de réadaptation professionnelle analogue à celui qui existe à Lyon, sous la direction de M. Nové-Josserand, un des chirurgiens les plus distingués de nos hôpitaux, et à celui de Bordeaux, dirigé par le docteur Gourdon, dont nous connaissons le dévouement et les mérites.

L'organisation physiothérapique et prothétique de Paris trouve son modèle au Grand Palais, où les procédés de rééducation s'effectuent sous la direction des médecins éminents que vous connaissez.

Y a-t-il là quelque chose de neuf et qui soit de nature à soulever les critiques ou à appeler des commentaires?

Mon honorable collègue et ami M. Strauss, au nom de la commission de l'armée, a déposé, le 14 juillet 1916, un rapport, dont l'exposé des motifs, tout à fait remarquable et d'un intérêt passionnant, dit tout ce que nous avons répété nous-mêmes à cette tribune. Il y a apporté, comme il le fait d'habitude dans les questions philanthropiques qui lui sont si familières, tout son talent et tout son cœur. Et, pour mettre en relief toute sa pensée en quelques traits résumés, je citerai trois phrases de son excellent rapport :

« La rééducation fonctionnelle, la prothèse et la rééducation professionnelle ont et doivent avoir, dans la plus large mesure possible, des points de jonction.

« L'effort de coordination s'impose, pour cet objet plus que partout ailleurs, afin de rassembler tous les éléments d'action et de les faire concourir au même but.

« La variété des coopérations ne porte nullement obstacle à l'unité de direction qui, seule, peut assurer des vues d'ensemble et des résultats décisifs. »

On ne saurait mieux dire. On entrevoit, dans ce que M. Strauss appelle « l'unité de direction », le rôle de l'office national.

A ce propos, j'ai le regret d'être en désaccord avec mon excellent ami M. Astier.

Partisan comme lui des écoles privées et des écoles d'Etat, de l'effort commun, solidaire de tous les ministères, je persiste à penser qu'il faut, comme pour les pupilles de la nation, un organisme qui contrôlera les méthodes et donnera des indications utiles aux offices départementaux. Que cet organisme dépende de tel ou tel ministère, peu m'importe. Il me paraît cependant logique de le rattacher au ministère du travail, qui s'occupe déjà des accidentés de l'usine, du commerce et de l'in-

dustrie; il est tout désigné pour s'occuper des accidentés de la guerre.

Dans ce choix du ministère du travail pour y rattacher l'organisme directeur, l'Office national, on ne peut voir rien qui choque ou prête à la critique. Et la mission importante du placement ne peut qu'être rattachée au ministère du travail qui poursuit la noble tâche économique de vaincre le chômage quelles que soient ses formes diverses.

Tout à l'heure, M. Justin Godart faisait ressortir — comme M. Astier, hier — que la grande difficulté, au début de l'intervention, pour rééduquer les mutilés ou invalides a été de les persuader de s'appliquer à la reprise du travail. Pouvait-il en être autrement? ces invalides déprimés moralement et physiquement, après des semaines, des mois d'hôpital, étaient bien excusables de faire preuve d'hésitation.

La tâche poursuivie par les dévouements les plus louables a été de les persuader qu'il fallait et qu'ils pouvaient reprendre leur vie de travail, qu'ils en étaient parfaitement capables avec de l'énergie et de la volonté.

L'action morale, à ce propos, s'est exercée de la façon la plus utile et la plus efficace.

Disons tout de suite que, dans ce rôle de persuasion, les infirmières occupent une place digne d'être rappelée. La femme a souvent les qualités qu'il faut pour agir utilement sur le moral d'un malade ou d'un impotent dont on réclame des efforts. L'exemple de camarades rendus à la vie d'atelier avec des salaires convenables a fait le reste.

Enfin on a déclaré, chose importante, que la pension due à l'invalidé ne serait ni supprimée ni diminuée du fait du gain des salaires et même des gros salaires.

Dés lors la cause de la rééducation professionnelle a été gagnée auprès des intéressés.

M. le rapporteur de la commission des finances. Voulez-vous me permettre un mot? Le texte de la loi, a déjà varié cinq fois : celui dont nous sommes saisis n'est pas encore définitif. Nous sommes avertis qu'une nouvelle rédaction est à l'impression et sera distribuée mardi. C'est par anticipation que nous discutons sur des textes que nous ne connaissons ni les uns, ni les autres.

M. Cazeneuve. Les modifications qui doivent être faites au texte portent sur des détails.

Devant la crainte dont M. de Lamarzelle se faisait l'écho que telle ou telle expression pouvait ne pas avoir un caractère suffisamment libéral, notre honorable collègue M. Strauss, a cherché, d'accord avec le Gouvernement, à user d'expressions propres à faire disparaître toute susceptibilité, toute appréhension, mais le fond reste le même.

Ne croyez pas, mon cher collègue, que le nouveau texte qu'on va vous apporter bouleverse l'ancien; il n'en est rien.

M. le rapporteur de la commission des finances. Il n'y avait pas dans mes paroles le moindre reproche. J'ai voulu, au contraire, dissiper le nuage que vous croyez exister entre vous et moi. Comme le texte définitif n'est pas encore entre nos mains, je ne puis ni l'approuver ni le désapprouver, je ne le connais pas encore.

M. Cazeneuve. Je suis certain que nous serons finalement d'accord.

M. le rapporteur de la commission des finances. Très probablement.

M. Cazeneuve. Messieurs, j'habite dans le voisinage de l'établissement Valentin Haüy. Tous les jours, rue Duroc, à une heure et demie, je vois sortir de l'hôpital auxiliaire des aveugles invalides de la guerre.

J'ai eu l'occasion d'en interroger deux ou

trois. Ces hommes, dont les yeux sont fermés à la lumière pour la vie, qui ne reverraient plus les figures amies, qui n'ont pour se soutenir que la conscience élevée d'un grand devoir accompli, ont le sourire aux lèvres. Ils savent qu'ils auront leur pension; ils se mettent au travail avec ardeur. Dieu sait pourtant si cette réadaptation demande de l'énergie et de la volonté ! Quels que soient les moyens ingénieux qu'on utilise à Valentin Haüy, comme dans toutes les écoles d'aveugles, il est certain qu'il faut, de la part des invalides, une énorme volonté. Ils y apportent un entrain, une bonhomie réellement étonnants. On a le sentiment très net qu'une étape a été franchie : au lieu de trouver de la mauvaise volonté chez l'invalidé, on rencontre de plus en plus, chez lui, la ferme volonté d'apprendre ou de réapprendre.

Au début de la guerre, M. le docteur Mosny disait, à l'Académie de médecine, qu'il était presque jaloux de l'école de Lyon dont les adeptes s'accroissaient sans cesse, tandis qu'à Paris, il se heurtait à des résistances. Aujourd'hui, il n'en est plus ainsi. Le moral est changé. L'entraînement au travail devient de plus en plus général.

Nous parlions tout à l'heure de pensions. Je demande à M. le sous-secrétaire d'Etat, qui a une action très légitime et sur la commission spéciale de révision des barèmes et aussi sur la Chambre, de faire aboutir la réforme des pensions. C'est très important. Depuis la vieille loi de 1831, la médecine comme la chirurgie sont devenues capables de chiffrer l'invalidité et, par suite, la dette de l'Etat vis-à-vis du combattant devenu invalide. M. le sous-secrétaire d'Etat a confié cette tâche aux hommes les plus qualifiés, qui l'ont étudiée avec toute leur compétence et le désir de faire une œuvre de révision aussi équitable que possible. Quand devons-nous aboutir?

M. le sous-secrétaire d'Etat Jésus heureux de vous faire savoir que, en ce qui me concerne, la révision du guide-barème des invalidités est aujourd'hui terminée.

M. Cazeneuve. Dans ces conditions, il restera à la Chambre à voter avec célérité la loi sur les pensions que rapporte M. Pierre Masse. Je suis sûr que M. le sous-secrétaire d'Etat appliquera toute son attention à résoudre ce problème le plus vite possible. Cette loi présente un intérêt majeur et secondera très utilement tous les efforts faits pour la réadaptation des invalides de la guerre qui apprendront avec satisfaction qu'on s'occupe de leur avenir et de celui de leur famille.

Messieurs, je termine. Je reste convaincu que, si on fait l'union pour rendre à la vie économique nos vaillants combattants qui ont donné quelque chose d'eux-mêmes à la patrie, l'union se fera aussi dans le Sénat pour voter le dernier texte que lui apportera la commission de l'armée par l'organe de son rapporteur si qualifié. (*Très bien ! très bien ! et applaudissements.*)

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. Paul Strauss, rapporteur. Messieurs, la discussion générale, qui s'est poursuivie avec tant d'ampleur, mérite au plus haut point la bienveillante attention de la haute Assemblée. Il n'est point, en effet, comme l'ont dit tour à tour M. Astier, M. de Lamarzelle, M. Justin Godart, M. Cazeneuve, de problème plus passionnant que celui dont nous cherchons la solution.

Parmi les infortunes de la guerre, il est bien difficile de choisir, d'établir une hiérarchie : aucun de nos devoirs de solidarité reconnaissante, n'est exclusif des obligations qui nous incombent. C'est dire avec quel intérêt passionné, poignant, nous envisageons les problèmes qui touchent au sort des mutilés, des réformés, de tous ces

glorieux blessés, dont la rééducation et la réadaptation au travail sont au premier plan de nos préoccupations communes.

La proposition qui vous est soumise émane de l'initiative généreuse de M. Pierre Rameil, à la Chambre, comme de celle de ses collègues, MM. Pressemane et Violette. Elle a eu surtout pour effet de stimuler et de multiplier les initiatives qui s'étaient éveillées spontanément dès le mois de décembre 1914.

Le vote de la proposition actuelle par la Chambre, sur le rapport de M. Frédéric Brunet, a certainement contribué à cet effort d'organisation méthodique indispensable.

Aucun de nous ne songe à méconnaître les initiatives inaugurales auxquelles mon rapport a rendu un si juste hommage, celle de notre collègue et ami M. Edouard Herriot, maire de Lyon, celle de la société de médecine publique, avec le rapport de M. le docteur Borne, celle de M. Maurice Barrès, fondateur et président, avec M. Louis Barthou, de la fédération nationale des mutilés.

C'est grâce à ces propagandistes et à d'autres encore que les pouvoirs publics ont été orientés vers la rééducation professionnelle des blessés.

Le premier de tous, parmi les départements ministériels, le ministre de l'intérieur, M. Malvy, avec M. Brisac, directeur départemental de l'hygiène publique, avec M. le docteur Bourillon, a donné un heureux et profitable exemple par la création de l'institut professionnel de Saint-Maurice.

Les autres ministères, y compris celui de la guerre et surtout le service de santé militaire, sont entrés ultérieurement dans la même voie. Et peu à peu, progressivement, à l'instigation du ministre de l'intérieur, les activités gouvernementales étaient mises en mouvement, au travail, au commerce, à l'agriculture, ailleurs encore.

Ce que je tiens à dire, c'est que successivement et par la force même des choses, à côté de l'initiative privée, à côté des organisations municipales, départementales, philanthropiques ou syndicales, provoquées par la propagande du ministre de l'intérieur, les différents services, ministère du travail d'abord, sous-secrétariat d'Etat du service de santé, ministère du commerce, ministère de l'agriculture ensuite, se sont efforcés, dans une très louable émulation, de concourir au même but, qu'il faut définir et rappeler, parce qu'il ne tient pas uniquement et exclusivement dans une formule rigide de rééducation professionnelle.

Il est bien certain que la rééducation s'impose dans un grand nombre de cas, mais ce qui domine, comme but essentiel, c'est la réadaptation au travail. Un certain nombre de blessés, de mutilés, de réformés de la guerre peuvent, heureusement réintégrer leurs anciennes professions sans être astreints à une rééducation, ou bien peuvent trouver un nouvel emploi adéquat à leurs facultés.

C'est dans ces termes que nous avons voté, d'accord avec la Chambre, la loi du 17 avril 1916 sur les emplois réservés. Mais nous n'avons jamais voulu dire que cette affectation d'ordre administratif, ce prolongement de la loi du 21 mars 1905, devait suffire à tous les besoins, à toutes les nécessités; nous avons toujours pensé qu'il devait y avoir surtout une utilisation sociale des mutilés et réformés dans les conditions les plus fructueuses pour les intéressés et les plus profitables à la patrie.

Je le répète, après mon ami M. Cazeneuve, qui m'a facilité la tâche en me secondant bienveillamment avec sa grande compétence, nous avons le désir de consolider et de consacrer une situation de fait.

La Chambre, par l'initiative de MM. Violette et Pressemane, a suggéré au Gouver-

nement la création d'un organisme de coordination, de liaison, si le mot coordination peut provoquer quelques réserves, pour que les efforts des différentes administrations publiques, des associations et des œuvres privées ne soient point discordants, pour qu'ils soient réunis, au contraire, en un faisceau solide: ce fut le mérite de M. Albert Métin, alors ministre du travail, d'avoir, en complet accord avec ses collègues, après une délibération en conseil des ministres, créé à la date du 2 mars 1916, cet office national des mutilés et réformés de la guerre, qui doit être le centre, le point de convergence de tous les efforts publics et de toutes les initiatives privées.

La rééducation professionnelle est un des moyens d'obtenir cette réadaptation au travail, mais elle n'est pas le dernier terme du devoir de protection de l'Etat, des associations ou des particuliers; il y a lieu de se préoccuper du placement de ces rééducés ou de ceux qui, sans avoir besoin de rééducation professionnelle, peuvent être réadaptés au travail. C'est tout un programme de placement, de protection, de patronage, de tutelle morale à réaliser dans notre même esprit de haute prévoyance et de solidarité fraternelle.

Les principes d'une belle action, si complexe en ses éléments variables, sont assez solides pour n'avoir rencontré, jusqu'à présent, aucune contradiction. Précisément, l'office national, dont M. Cazeneuve retraçait ici les travaux, a élaboré un programme relatif aux invalides de la guerre qui doit être placé tout entier sous vos yeux, en raison de son importance et de son intérêt:

« Tout militaire invalide de la guerre et ayant besoin de réadaptation est dirigé, aussitôt que possible, sur un centre de réadaptation voisin de sa résidence habituelle où, en même temps que le traitement s'achève par les soins du service de santé, il reçoit du comité départemental des mutilés, ou de l'organisme délégué par ce comité, l'aide permanente dont il a besoin.

« Le centre de réadaptation complet comprend :

« a) Un centre de physiothérapie, où l'invalide est admis à la rééducation fonctionnelle et où s'achève le traitement.

« b) Un centre de prothèse;

« c) Un centre de rééducation professionnelle agricole, industrielle, commerciale, où il est admis à la rééducation professionnelle.

« On utilisera les organes existants qui ont déjà fait leurs preuves.

« Pour les invalides non amputés, le centre de réadaptation peut ne comprendre que les éléments a) et c).

« L'aide du comité départemental s'exerce dès l'arrivée du mutilé, de concert avec le service de santé, sur l'avis donné par le médecin chef de la formation sanitaire. En principe, on s'efforce de maintenir l'invalide de la guerre dans son milieu professionnel.

« L'orientation professionnelle est déterminée le plus tôt possible, et confirmée, s'il y a lieu, après accord entre l'invalide, le visiteur délégué par le comité départemental et le médecin.

« Pour l'organisation de l'enseignement à donner aux mutilés, le comité départemental, d'accord avec le service de santé, sert d'intermédiaire pour obtenir le concours des écoles spéciales pour invalides de la guerre, de l'enseignement public, de l'enseignement privé, des syndicats patronaux, ouvriers, agricoles, des chefs d'entreprise.

« Avant la fin de la rééducation, le comité départemental signale à l'office départemental de placement et éventuellement aux autres services de placement, les mutilés qui vont être prêts à être placés.

« Il est désirable que l'office de placement s'occupe de rechercher les emplois qui peuvent convenir aux mutilés à placer, eu égard à la stabilité de l'emploi, à son produit, éventuellement aux conditions du logement, de la nourriture, à l'hygiène, etc. Le comité départemental contrôle de son côté les conditions du placement. Quant au salaire, il doit, à travail égal, être le même pour l'invalide que pour le valide.

« Les militaires qui sont déjà réformés, ou qui sont en congé de convalescence, peuvent s'adresser directement au comité départemental.

« Ni le taux de la pension, ni le taux de la gratification renouvelable qui peuvent être accordées aux invalides de la guerre ne sont influencés, ni par le genre de la profession exercée, ni par le degré d'habileté acquis dans l'exercice de la profession.

« Le comité départemental ne cesse pas d'assurer son appui au mutilé lorsque celui-ci est définitivement placé.

« La liaison des comités départementaux et des institutions qui, sur l'ensemble du territoire, surveillent les intérêts des mutilés, est assurée par l'office national, dont le siège est à Paris. L'organisation est réglée conformément à la loi et aux décrets qui régiront la matière.

« L'office national doit être appelé à formuler son avis sur toute mesure générale concernant les mutilés, notamment sur la centralisation des renseignements relatifs à la rééducation professionnelle. »

Cette citation est instructive et démontre que l'incertitude initiale, les frotements du début ont disparu; que, malgré les comparaisons administratives, les différents organismes qui concourent à l'application de la loi ont fini par se mettre d'accord, grâce à l'office national dont la composition est, je le crois, de nature à rassurer notre honorable collègue M. de Lamarzelle. Nous ne sommes pas sur une table rase. C'est une situation de fait dont le législateur doit tenir compte pour apprécier l'usage qu'a fait le Gouvernement des pouvoirs qui lui sont dévolus par la loi projetée.

L'honorable M. de Lamarzelle a fait, avec beaucoup de talent, la critique générale des textes pour lesquels je me propose de fournir au Sénat toutes explications utiles.

L'éventualité de nous voir livrés au régime du bon plaisir en face d'un Gouvernement qui aurait le pouvoir de constituer un office national difforme et des comités départementaux imprévus, le préoccupe surtout.

Si je force la pensée déconcertante de mon honorable contradicteur, si je lui donne une forme un peu crue, je ne crois pas déformer le sens et la portée de ses critiques.

La vérité expérimentale, qui ne saurait être négligée, c'est que l'office national existe.

Comment est-il composé? Je vais donner, sinon pour son comité d'administration et pour sa commission de rééducation, tout au moins pour son conseil de perfectionnement, la liste de ses membres telle que je la trouve dans l'intéressant fascicule publié par les soins du ministre du travail.

M. de Lamarzelle. Je ne le connais pas.

M. le rapporteur. C'est pour cela que la discussion n'est pas superflue.

Si, pour des raisons d'économie, le bureau du Sénat n'avait pris la décision de supprimer la plupart des annexes, j'aurais publié un certain nombre de documents. Qu'il me soit permis d'apporter à la tribune des renseignements complémentaires qui sont de nature à vous donner des indications rassurantes.

M. de Lamarzelle. C'est dans le texte de

la loi et non en annexe que ces indications devraient se trouver.

M. le président. Le bureau du Sénat n'a jamais ordonné la suppression des annexes; il en a seulement réglementé l'impression en chargeant le président de la commission de transmettre une demande formulée à cet effet, après délibération. (*Approbation.*)

M. Henry Bérenger. Très bien ! Voilà une vérité parlementaire !

M. le président. La décision à laquelle il est fait allusion a été prise en suite des abus de certains rapporteurs, qui annexaient aux conclusions de la commission, sans l'agrément de celle-ci, des documents volumineux et provoquaient ainsi des dépenses exagérées. (*Très bien!*)

M. le rapporteur. Je me félicite de l'intervention de M. le président, qui précise les conditions dans lesquelles une documentation complémentaire peut figurer en annexe d'un rapport.

Je rappelle les termes mêmes de la décision du bureau :

« Les annexes ne seront insérées à la suite des rapports qu'en vertu d'une délibération prise par la commission compétente, à la majorité des membres présents, inscrite au procès-verbal et notifiée par écrit au président du Sénat. » (*Marques d'assentiment.*)

M. le rapporteur. Je tenais à apporter, de vive voix, en dehors de mon rapport, où j'ai dû condenser beaucoup de choses, des indications supplémentaires destinées à bien faire comprendre à M. de Lamarzelle comment l'office national est institué, et que le passé nous est un sûr garant de l'avenir au point de vue des intentions du Gouvernement.

M. de Lamarzelle. Si vous le mettiez simplement dans un article, nous serions tous d'accord.

M. le rapporteur. « Le conseil de perfectionnement comprend : MM. Cazeneuve, Chéron, Herriot, Albert Peyronnet et Paul Strauss, sénateurs; MM. Bonneville, Brunet, J.-L. Dumesnil, Durafor, A. Honorat, Labroue, Lefas, Masse, Pressémane, Rameil, Queuille, Verlot, Violette, députés, auteurs ou rapporteurs de projet de lois concernant les mutilés et réformés de la guerre; M^{mes} Barthez, secrétaire générale de l'« Aide immédiate aux mutilés »; de Noailles, présidente de l'« OEuvre des hôpitaux militaires »; Jules Siegfried, présidente du « Conseil national des Femmes françaises »; David Weill, administrateur de l'« Atelier ».

« MM. Acollas, président de la « Croix Verte »; le docteur Amar, directeur du laboratoire des recherches sur le travail professionnel; Brieux, de l'Académie française; Courot, président de chambre à la cour d'appel; Deville, conseiller municipal, président de l'office départemental des mutilés de la Seine; Dubief, député, président de l'office des mutilés de Saône-et-Loire (hélas ! disparu); le général Malletterre, président de l'association nationale des mutilés de la guerre; J.-L. Dumesnil, président du « Foyer du soldat » de Fontainebleau; Puech, député, président de l'« Aide immédiate aux mutilés »; Roussel, président de l'école de rééducation la « Maison du soldat du 13^e arrondissement »; Souchon professeur à l'école de droit, secrétaire général de la fédération nationale d'assistance aux mutilés des armées de terre et de mer. »

Les comités départementaux, qui existent au nombre de 74, ne sont pas non plus une nouveauté. J'ai demandé communication de la composition d'un certain nombre de ces comités, et je me suis rendu compte qu'ils étaient constitués dans les conditions les plus favorables, que partout où il existe des œuvres — et il en existe à peu près partout — elles sont représentées comme

elles doivent l'être logiquement, dans ces comités départementaux.

Messieurs, l'honorable M. de Lamarzelle a rapproché du texte remanié le passage de mon rapport relatif au placement. Il n'y a pas, en effet, concordance entre l'exposé des motifs de mon rapport et la rédaction nouvelle y relative.

La raison en a été très simple : c'est que, depuis le dépôt et la distribution de mon rapport, la Chambre a été saisie d'un important rapport de M. Durafor en partie consacré au placement des mutilés.

Nous avons donc considéré qu'il y avait lieu de laisser toutes les opérations de placement en dehors du texte même de la proposition qui vous est soumise.

Messieurs, je serai très bref, parce que je serai vraisemblablement obligé de renouveler mes interventions afin de donner, sur certains points de détail, des explications complémentaires.

L'honorable M. Astier, a peut-être marqué tout à l'heure, avec une pointe d'humour...

M. le rapporteur de la commission des finances. J'en suis incapable ! (*Dénégations et rires.*)

M. le rapporteur.... que le texte avait varié et qu'il subira de nouveaux remaniements.

Ce n'est pas une tâche facile que celle de mettre d'accord des administrations diverses.

D'ailleurs, je n'ai pas eu la bonne fortune d'être du premier coup en harmonie de sentiment avec la commission des finances, représentée par l'honorable M. Astier.

Pendant plusieurs mois, j'ai attendu et espéré un accord, qui s'est enfin, et tout récemment, réalisé sous les auspices de M. Clémentel, qui a bien voulu, de concert avec M. Astier, convoquer les différents représentants des administrations intéressées.

M. Cazeneuve. C'est une façon habile de faire l'union entre les ministères.

M. le rapporteur de la commission des finances. Oui, mais pas sur le dos des mutilés !

M. le rapporteur. Rien n'était plus nécessaire. Je n'incrimine personne. Il y a dans les administrations publiques une tendance, en quelque sorte traditionnelle et invincible, à défendre jalousement des attributions légales ou réglementaires. Chacun des services voit le bien qu'il fait, il est satisfait des services qu'il rend. Eh bien, l'office national que M. Astier, jusqu'à présent, n'avait pas admis et qui, j'espère, trouvera grâce devant lui, a été justement imaginé, et il fonctionne à cet effet depuis bientôt neuf mois, pour que les petites frictions entre les différentes administrations ne puissent se produire à l'avenir.

M. Clémentel, ministre du commerce, de l'industrie, l'agriculture, du travail, des postes et des télégraphes. Il n'y en a pas eu encore.

M. le rapporteur. Si je voulais faire de la critique rétrospective, je n'aurais pas de peine à justifier mes dires; je me borne à énoncer ce fait que, sans la création et la survivance d'un organe de liaison, non seulement entre les administrations publiques, mais encore avec les associations privées, des efforts disparates pouvaient se produire en raison des divergences de vues, des doubles emplois et du défaut de plan d'ensemble.

Il ne faut pas qu'un centre de physiothérapie et de prothèse soit institué quelque part sans tenir compte, à la fois, des convenances économiques, des besoins industriels, d'un certain nombre d'éléments qui doivent entrer en considération.

Inversement, il ne faut pas multiplier les écoles ou les centres de rééducation pro-

fessionnelle sans être, à l'avance, certain que les conditions de placement dans la région seront adéquates aux ressources de rééducation, sans avoir établi le lien qui le relie avec les formations sanitaires. Il convient d'éviter le défaut d'utilisation des centres d'enseignement, l'encombrement sur un point, le déficit sur un autre, la trop grande dispersion des matières dans telle école, le défaut d'adaptation et de débouchés de placement dans telle ou telle localité. L'orientation professionnelle joue un rôle important à côté de la rationnelle utilisation des organes hospitaliers.

Bref, toute cette préparation, menue, délicate, capitale pour l'avenir des mutilés, ne peut pas donner lieu à des délibérations en conseil des ministres; elle ne se prête pas non plus à des échanges de notes entre les différentes administrations. C'est de vive voix, et dans un organe de liaison, de coordination, que cette coopération nécessaire doit être réalisée par l'office national.

Il n'y a pas le moindre antagonisme entre l'initiative privée que nous louons, que nous encourageons, à laquelle nous rendons le plus éclatant hommage, et l'action des différentes administrations publiques.

C'est l'œuvre que nous avons à consacrer d'un commun accord. Il ne saurait y avoir place, dans un tel débat, pour des divergences doctrinales ou pour le choc des opinions adverses.

Le texte que nous présentons n'est certes point définitif. J'ai, en effet, l'intention de soumettre à la commission de l'armée, en tenant compte de certaines réformes, d'accord avec le Gouvernement, diverses modifications qui, je l'espère, feront disparaître tout malentendu et réaliseront l'accord unanime du Sénat. L'un des objets principaux du projet, le plus essentiel, le plus passionnant, est celui de la réadaptation au travail; mais nous ne devons pas rester enfermés dans le cercle étroit et rigide de la rééducation professionnelle.

Notre proposition vise, non seulement la rééducation professionnelle qui est envisagée, mais encore et surtout la réadaptation au travail des mutilés et réformés, leur placement, leur patronage, leur avenir individuel et social. C'est, en somme, et par les modalités les plus variées, avec toute l'ingéniosité de la science et de la bonté réunies, c'est tout un protectorat à instituer, à poursuivre.

M. Justin Godart a justement rappelé l'intervention si intéressante et si féconde de M. Brieux pour la rééducation des blessés aux yeux. J'ai plaisir à mentionner, que, d'accord avec l'office national, M. Brieux a établi, l'échange confidentiel de renseignements entre les différentes œuvres qui s'occupent des aveugles de la guerre. Ce n'est pas autre chose que cette bienfaisance méthodique que nous essayons, depuis de longues années, d'introduire et de vulgariser, infructueusement, par la coopération permanente entre l'assistance publique et la bienfaisance privée.

Dans tous les ordres d'idées, dans toutes les manifestations qu'elles soient de département à département, en décentralisant, en se servant de tous les organismes existants, en utilisant les ressources du ministère du commerce par son enseignement technique, celles du ministère de l'agriculture par ses fermes-écoles, celles du ministère de l'intérieur qui a su grouper un certain nombre d'établissements, celles du ministère de l'instruction publique, du ministère du travail, en faisant la soudure de plus en plus étroite et cordiale avec le service de santé, sans discontinuité, il doit y avoir une pénétration constante entre les diverses administrations publiques, en même temps qu'une alliance intime et durable avec les œuvres privées.

Tel est l'esprit dans lequel nous nous présentons devant vous, avec l'espoir que, pleinement d'accord sur le but à atteindre, nous pourrions élaborer un texte susceptible de donner satisfaction à tous les besoins, et qui, surtout, constitue pour cette légion d'héroïques victimes de la guerre que sont les réformés et les mutilés, à la fois une sauvegarde et un réconfort. (*Très bien!*)

Il y a là, pour nous, un devoir élémentaire de solidarité nationale; ce devoir, nous devons le remplir tous d'un même cœur et d'un même élan unanime. (*Vifs applaudissements.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre du travail.

M. Clémentel, ministre du commerce, de l'industrie, de l'agriculture, du travail, des postes et des télégraphes. Messieurs, je tiens tout d'abord à affirmer que, dans cette question passionnante de la rééducation des mutilés, jamais un conflit ne s'est élevé entre les diverses administrations intéressées. C'est d'un même cœur, et avec la même pensée, que nos services ont travaillé de concert à édifier l'œuvre commune, dans le but de contribuer à payer notre dette envers ces hommes qui se sont sacrifiés pour la patrie.

Sans doute, dans certaines régions, des initiatives se sont un peu heurtées. Elles avaient peut-être un trop vif désir d'agir vite, une ardeur trop grande; nous ne saurions les en blâmer. M. Justin Godart, à qui l'œuvre de rééducation doit beaucoup, vous a fait tout à l'heure passer rapidement sous les yeux l'ensemble des réalisations obtenues par le ministère de la guerre. Son œuvre est considérable.

Je ne pense pas pouvoir lui rendre un meilleur hommage que de dire que nos alliés ont eux-mêmes reconnu et proclamé l'excellence des méthodes françaises dont ils se sont directement inspirés.

À côté de l'effort du ministère de la guerre, l'effort privé et l'effort des administrations civiles se sont révélés aussi actifs et aussi éclairés.

En cette circonstance comme dans bien d'autres, depuis la guerre, l'initiative privée, oubliant les divisions confessionnelles ou politiques, s'est trouvée au premier rang pour la protection de nos mutilés.

M. de Lamarzelle. Très bien!

M. le ministre. Je ne peux pas faire le tableau des excellents résultats qu'elle a obtenus.

Vous me permettez, messieurs, de vous indiquer rapidement qu'elle a été l'œuvre de nos administrations.

Mais tout d'abord, mon ami M. Cazeneuve me permettra de le lui dire, le nombre des mutilés qu'il vient d'indiquer pour l'ensemble des nations belligérantes, est tout à fait exagéré. M. Godart n'a pas donné de précision à cet égard; je n'en donnerai pas d'avantage, mais notre chiffre français est tellement inférieur, proportionnellement aux pertes communes que, je puis vous l'assurer, le problème n'est pas aussi difficile à résoudre qu'on pourrait le penser. Il est gros cependant, et nous ne saurions nous en désintéresser un instant.

M. Cazeneuve. Je vous ai donné un chiffre portant sur tous les peuples belligérants, et d'après un statisticien qui s'est occupé personnellement de la question.

M. le ministre. Je n'oserais pas médire de la statistique, mais elle se trompe si souvent, qu'il ne faudrait pas s'étayer que sur elle nos raisonnements.

M. Cazeneuve. Il est préférable, cependant, de se baser sur des statistiques que de prendre des données dans son imagination!

M. le ministre. Il faut prendre pour base le nombre des pensions accordées pour mu-

tilations, dans notre pays. Or, vous le savez, le chiffre en est peu élevé.

M. Cazeneuve. Je ne dis pas non, et je constate que ce résultat est tout à l'honneur de notre corps médical.

M. le ministre. C'est tout à fait exact. Je puis ajouter qu'il est également très faible pour la Belgique.

M. Cazeneuve. En Russie, le nombre des mutilés est considérable.

M. le ministre. Je n'ai pas de données précises à cet égard.

M. Empereur. Actuellement, on accorde peu de pensions et je ne sais pas si le nombre des allocations renouvelables est compris dans le nombre des pensions.

M. le ministre. Je répète que le chiffre des mutilés est très inférieur à celui qui a été indiqué.

M. le rapporteur de la commission des finances. Pour appuyer l'observation de M. le ministre au sujet des Belges, j'ajoute que l'on peut être frappé de l'absence de mutilés dans leurs centres de rééducation, de Sainte-Adresse et de Port-Villez, qui renferment de nombreux apprentis.

La vérité, c'est que les Belges ont profité de cette circonstance pour rééduquer tous leurs blessés, et que, de ces hommes, doués seulement de force physique, ils ont ainsi réussi à faire des ouvriers intelligents.

C'est pourquoi leur statistique, qui accuse 88 p. 100 de récupérés pour le travail, s'applique surtout à des hommes qui ont reçu une éducation professionnelle et un peu d'instruction générale se rapportant à la profession.

Le chiffre indiqué par M. Cazeneuve est donc beaucoup trop considérable, même en y comprenant la Russie...

M. Cazeneuve. Il comprend également l'Autriche, l'Allemagne, etc.

M. le ministre. Quoi qu'il en soit, le total que nous avons à considérer est malheureusement assez important pour que nous apportions toute notre attention à l'œuvre de rééducation professionnelle, qui intéresse à un si haut point l'avenir de notre pays.

Je dois dire qu'elle a été entreprise vigoureusement par les ministères de l'intérieur, du commerce, de l'agriculture et du travail. Le premier de ces ministères assure une répartition rationnelle des crédits mis à sa disposition par le Parlement. L'intérieur a créé à Saint-Maurice un centre-type. Il y a là une école remarquablement organisée, un nombre important d'élèves en cours de rééducation et, autour de cet asile de Saint-Maurice, se sont groupées — à leur demande, monsieur de Lamarzelle — plusieurs œuvres privées tout à fait indépendantes.

Les écoles de rééducation du ministère de l'agriculture s'élèvent, aujourd'hui, à 27, et celles du ministère du commerce, à 12. En ajoutant à ces institutions les établissements privés, subventionnés directement par le ministère de l'intérieur et les centres du service de santé, nous arrivons au chiffre total de 120 environ.

Au ministère de l'agriculture, on a eu le souci de viser la spécialisation autant qu'il était possible, tout en maintenant une éducation agricole générale; on a cherché à donner aux mutilés des professions agricoles spéciales offrant pour l'avenir d'intéressants débouchés.

Les écoles de rééducation agricole possèdent souvent deux ou trois sections différentes visant la formation de vanniers, de mécaniciens ruraux, de bergers, de vachers, de jardiniers, de viticulteurs, de tonneliers, de beurriers, de fromagers, d'aviculteurs, etc., etc.

Pour l'apprentissage de la vannerie, nous avons l'école de Fayl-Billot, dans la Haute-Marne, qui fonctionne sous le double con-

trôle du ministère de l'agriculture et [de celui du commerce.

Une section spéciale de vannerie pour aveugles fonctionne dans le même établissement.

Ajoutons que la vannerie est aussi enseignée à Grand-Jouan (Loire-Inférieure), à l'école de laiterie d'Aurillac, à l'école nationale d'horticulture de Versailles et à la bergerie nationale de Rambouillet.

Nous avons créé également des écoles de rééducation pour bergers. Il n'est guère de profession qui puisse être plus utile pour certains mutilés. Nos bergers deviennent rares et nous devons nous en préoccuper. On constate une diminution redoutable dans notre troupeau ovin: elle a commencé avant la guerre, elle se produit dans le monde entier et, si l'on ne réagit pas, le problème de la laine sera très difficile à résoudre. En France, ce sont des millions qui ont disparu, et cette perte est due bien moins à l'extension des cultures meilleures empiétant sur la lande où paissent les troupeaux qu'à l'absence de bergers.

M. de Lamarzelle. Et surtout de bons bergers!

M. le ministre. Une école de bergers particulièrement importante a été créée à la bergerie nationale de Rambouillet. Les frais de pension des mutilés sont couverts par une donation privée.

Il existe également des sections pour la formation de bergers à l'école nationale d'agriculture de Grignon, aux écoles pratiques d'agriculture de Châtillon-sur-Seine, de l'Oisellerie (Charente), de La Brosse (Yonne).

D'autre part, fonctionnent plusieurs centres pour la formation de mécaniciens ruraux. Le Sénat sait à merveille combien cette organisation était nécessaire, puisqu'il a bien voulu me suivre dans un important effort dont les résultats, il est vrai, ont été diminués par suite de difficultés de transport, en vue de préparer un essor de la culture mécanique. Nous avons eu pour but de fournir à la culture les praticiens expérimentés qui lui font défaut, des mécaniciens capables de mettre en route ou de manœuvrer les diverses machines perfectionnées qu'emploie le cultivateur moderne (tracteurs ou moteurs divers, faucheuses, moissonneuses, batteuses, etc.); capables de régler les semoirs à grains et les distributeurs d'engrais; de remédier aux causes d'arrêt ou de mauvais fonctionnement des moteurs; de monter, de démonter et d'effectuer les réparations de fortune qu'exigent les principaux appareils agricoles.

Les écoles nationales d'agriculture de Grignon, de Rennes et de Montpellier, les écoles pratiques d'agriculture de Tomblaine près Nancy, de l'Oisellerie (Charente), d'On-des (Haute-Garonne), de Grand-Jouan (Loire-Inférieure), d'Auch-Beaulieu (Gers), de la Brosse (Yonne), ont organisé des sections de mécaniciens ruraux.

Enfin, je tiens à donner une mention spéciale à l'école de conducteurs-mécaniciens que nous venons de créer à Noisy-le-Grand, aux portes de Paris, dans une ferme de 130 hectares, mise à notre disposition, avec une somme de 100,000 fr., par une généreuse donatrice, M^{me} Gomel-Pujos.

Pour répondre aux besoins très urgents de la motoculture, on forme, à Noisy-le-Grand, en quelques jours, des conducteurs de tracteurs dont on complètera plus tard l'éducation, en vue d'obtenir de bons mécaniciens ruraux.

La préparation des chefs d'équipe et de mécaniciens spécialisés nécessaires à la diffusion rapide dans tous les départements des engins de culture mécanique sera faite à Noisy dans les meilleures conditions possibles.

Lorsque la rééducation des mutilés sera

terminée, l'école pourra servir les intérêts de l'agriculture en recevant des élèves ordinaires.

L'horticulture est particulièrement intéressante pour nos mutilés. La production des légumes, des fleurs et des fruits, est rémunératrice, elle exige ordinairement peu de force. L'école nationale d'horticulture de Versailles reçoit des mutilés dont la rééducation complète exige environ une année. D'autres écoles, telles que Ondes, l'Oisellerie, La Hourre, Fontaines, Ecully (Rhône), Genouillac (Creuse), La Brosse (Yonne), préparent également des jardiniers.

J'ai vu un appareil fort ingénieux à l'aide duquel le mutilé peut se mettre aisément à genoux grâce à un dispositif permettant la flexion de la jambe articulée.

L'homme, une fois à genoux, peut se livrer à la culture maraîchère, l'un des métiers que préfèrent les mutilés.

La plupart des écoles d'agriculture des régions viticoles possèdent des sections pour former des viticulteurs et des tonneliers. Ce sont les écoles de La Réole, d'Ondes, de l'Oisellerie, de Fontaines, d'Ecully, de la Hourre.

Nos principales écoles de laiterie et de fromagerie, Poligny (Jura), Surgères (Charente-inférieure), Mamirole (Doubs), Lanne-mezan (Hautes-Pyrénées), possèdent des sections de rééducation.

Des centres importants sont en voie de création, notamment à Bordeaux-Blanquefort, à Contamines-sur-Arve.

Enfin, nous espérons ouvrir bientôt de nouveaux établissements départementaux.

Le problème des mutilés agricoles est très spécial. Nous sommes obligés de reconnaître que le petit propriétaire retourne, en général, à sa terre, dès qu'il est libéré, sans rien demander à la rééducation. C'est un fait que, dans nos écoles, ceux que nous avons recueillis jusqu'à présent sont plutôt les ouvriers agricoles, ceux qui ne possèdent pas et ne sont pas attendus par leurs exploitations qui les réclament. Je dois ajouter que ces ouvriers rééduqués trouvent très facilement des places de régisseurs ou de contremaitres de ferme : dans certaines écoles, le nombre des places offertes dépasse de beaucoup le nombre des élèves.

Il est fâcheux que le petit propriétaire ne vienne pas à l'école de rééducation agricole. Nous espérons y remédier en développant d'abord le système qu'à bien voulu inaugurer, à notre demande, M. Justin Godart, et qui consiste à placer des centres de physiothérapie à côté de nos écoles elles-mêmes. Nous avons à Grignon un centre de physiothérapie, et c'est au cours du traitement, bien avant leur réforme, que les mutilés commencent leur apprentissage, reprennent goût à la terre, et ainsi n'ont pas le désir fâcheux d'abandonner la vie rurale pour aller dans les villes. (*Très bien ! très bien !*)

Nous nous proposons, d'autre part, de créer dans quelques départements qui n'ont pas d'établissements d'enseignement agricole de petites écoles de rééducation à côté de centres de physiothérapie déjà existants.

Peut-être faudra-t-il en fonder dans la plupart des départements. La dépense ne sera sans doute pas élevée. Elle permettra aux petits propriétaires mutilés de revenir le plus tôt possible dans leur région qu'ils aiment, en attendant leur guérison complète et la liquidation de leur pension.

Nous espérons ainsi qu'au sortir de ces établissements où ils ont reçu les soins nécessaires en même temps qu'une bonne instruction agricole, ils reviendront avec plaisir dans leur exploitation et répandront autour d'eux les bonnes méthodes culturelles.

Mais, puisqu'il s'agit beaucoup plus des ouvriers agricoles que des propriétaires,

nous avons pensé qu'il y avait autre chose à faire pour eux. Il faut retenir au sol le plus de bras possibles. C'est encore là, au plein soleil, au milieu de leurs, que nos mutilés seront le plus heureux.

Sans doute, les gros salaires les attirent vers les villes, mais un jour ne viendra-t-il pas où leur gain baissera et où la concurrence d'hommes valides pourra diminuer leurs moyens d'existence ?

Nous voulons les fixer à la terre...

M. Hervey. Où ils auront de très gros salaires !

M. le ministre... nous désirons plus encore pour eux, nous voulons en faire des propriétaires.

Nous négocions actuellement cette question avec M. le ministre des finances, et j'espère que nous ne tarderons pas à réaliser un accord sur la base suivante.

Vous avez voté, le 10 mars 1910, une loi relative au crédit agricole pour la création de la petite propriété; vous avez donné ainsi le moyen d'acquiescer pour 8,000 fr. un petit domaine. Avec la valeur actuelle de la terre dans certains pays, 8,000 fr. représentent 5, 6, 8 ou même 10 hectares, c'est-à-dire l'indépendance assurée.

Nous allons étendre le régime de cette loi de 1910, qui ne s'applique qu'au crédit agricole, à la loi antérieure du crédit immobilier.

Nous voulons que les mutilés puissent espérer obtenir ce prêt de 8,000 fr. permettant d'acheter un domaine rural gagé par l'hypothèque ou bien par l'assurance que nous faciliterons suffisamment pour que tous les ouvriers ruraux rééduqués puissent se transformer en petits propriétaires.

Je suis certain que c'est la meilleure propagande à faire pour les amener dans nos centres de rééducation. (*Très bien ! très bien !*)

J'arrive à l'effort du ministère du commerce, qui, lui aussi, est tout à fait intéressant.

Vous savez, messieurs, quelles sont les précieuses ressources qu'offrent, en ce qui concerne le personnel technique, l'installation et l'outillage, nos écoles nationales d'arts-et-métiers, nos écoles nationales professionnelles et nos écoles pratiques de commerce et d'industrie.

Nous pouvons leur demander beaucoup. Elles ont répondu à notre attente. La variété de l'enseignement qu'elles distribuent est un de leurs caractères distinctifs, et je n'entreprendrai pas de faire ici une énumération complète des métiers auxquels elles préparent. Il me suffira de noter, au hasard, que les écoles de Clermont-Ferrand, d'Elbeuf et du Havre forment des employés de commerce pour les spécialités les plus diverses. Marseille, Clermont-Ferrand ont des cours pratiques pour les comptables et les sténodactylographes.

Pour la coutellerie, nous avons Thiers; pour la mécanique et le travail des métaux, Cherbourg, le Havre, Clermont et Marseille; pour l'horlogerie, Cluses, qui mérite une mention toute spéciale en raison des résultats remarquables qu'elle obtient; pour le travail du celluloïd, la tournerie et la tabletterie, Oyonnax, dont l'originalité est également à signaler.

Enfin, détail qui est intéressant de connaître, nous avons pu aider, par l'envoi de livres et de matériel scolaire, au fonctionnement d'une école de rééducation professionnelle fondée, en Allemagne, dans un camp de prisonniers, par plusieurs professeurs de l'enseignement technique, ce qui permet à nos malheureux compatriotes de se préparer à reprendre leur place dans l'effort économique de demain.

J'arrive, messieurs, à l'office national. Vous voyez, dans cet effort multiple de l'initiative privée et de nos administrations, qui

se poursuit sans heurts, sans frictions, le même désir de bien faire et la même volonté d'aboutir à d'heureuses réalisations. Pourtant, l'on a pensé qu'il était utile de créer un organisme pour servir de lien entre toutes ces initiatives. Tout d'abord, on a constitué une commission interministérielle, puis, bientôt après, un office de placement, et enfin, l'office des mutilés et réformés de la guerre dont il a été déjà question ici et dont il est encore question aujourd'hui puisqu'il s'agit d'en consacrer le principe en lui donnant une existence légale. Cet office a un rôle très important à jouer. Toutes les questions qu'on est convenu de grouper sous le nom de problème des mutilés, sont, en effet, aussi complexes que délicates; rééducation fonctionnelle, prothèse, rééducation professionnelle, placement, subsistance des mutilés en cours de rééducation, ressortissent à plusieurs services différents.

Aussi est-il nécessaire qu'un organisme spécial suive, dans son ensemble, le fonctionnement des œuvres de rééducation professionnelle et centralise à cet effet les informations relatives aux centres et écoles de toutes sortes, ainsi que les résultats obtenus par chacun d'eux, tout en leur laissant pleine initiative, pleine liberté de décision et d'action.

A cette œuvre, qui est celle d'hier et d'aujourd'hui, viendra s'ajouter, l'œuvre de demain : le rôle de l'office sera de remplir à l'égard des blessés de la guerre le devoir de protection permanente qui incombe à la nation; il aura l'obligation de les suivre dans la vie et de les soutenir dans leur carrière ultérieure contre l'invalidité totale.

J'ai trouvé, dans le texte de l'honorable M. Strauss, le mot de coordination, et il m'a semblé que la formule comportait un rôle de direction effective qui ne peut appartenir à l'office. Il s'agit plutôt de liaison, et nous sommes tous résolus à agir en plein accord, demain comme par le passé.

Je demande au Sénat de voter, en lui donnant cette signification, la création de l'office national. Il importe surtout — tout le reste serait né des événements et de la suite des faits — de donner à cet organisme la personnalité civile.

Il existe, M. Strauss vous en a indiqué la composition, M. de Lamarzelle reconnaît qu'elle n'est empreinte d'aucun caractère politique; toutes les bonnes volontés s'y sont rencontrées.

M. de Lamarzelle. Seulement, je désire les garanties de la loi.

M. le ministre. Personne ne fera au Gouvernement l'injure de croire que, après le vote de la loi, il pourrait le modifier pour le transformer en un office politique.

M. de Lamarzelle. Mais les ministres peuvent changer.

M. le ministre. Il est donc nécessaire, à côté de l'œuvre de guerre, née spontanément et qui fonctionne, d'avoir un instrument de liaison entre les divers ministères et de donner à l'institution nouvelle la personnalité civile pour qu'elle puisse recevoir des dons et legs.

Messieurs, admettons que des legs arrivent, par exemple, aux mutilés de tel ou tel département. Pour les recevoir, il faudra donner au groupement des mutilés de chacun de ces départements la personnalité civile. Comment pourra-t-on légiférer pour tous ces cas d'espèce? N'est-il pas plus loqué et plus simple de reconnaître, une fois pour toutes, le droit de recevoir des libéralités à un rouage unique qui sera chargé de les distribuer suivant la volonté du donateur ou du testataire ?

Il faut enfin, comme l'a dit M. Strauss, que l'office soit le tuteur des mutilés et leur protecteur dans la vie; il faut qu'au lieu de leur laisser élever des revendica-

tions qui pourraient parfois être injustifiées, il les guide et, au besoin, les défende.

Nous ne devons rien négliger pour remplir notre devoir à leur égard ; notre dette sera toujours plus grande que nos possibilités d'y faire face ; nous serons des débiteurs toujours insolubles, envers eux, donnons-leur donc le moyen de bénéficier également des concours privés qui, généralement, viennent et viendront s'ajouter à l'effort des pouvoirs publics.

Par les offres qui se produisent maintenant, en temps de guerre, par les donations qui nous sont déjà venues, nous pouvons avoir la certitude que l'office aura des moyens d'action importants en dehors de ceux que lui donnera l'Etat.

En terminant, je demande au Sénat de bien vouloir oublier les divergences d'opinion qui ont pu surgir entre les deux commissions ou entre les membres de cette Assemblée, en vue d'arriver à une union complète.

M. Strauss a dit que le projet n'était pas intangible, M. Astier nous a reproché de l'avoir amendé ; nous ne l'avons fait que pour chercher une solution susceptible de mettre tout le monde d'accord. Peut-être le modifierons-nous encore au cours de la discussion des articles, s'il est nécessaire d'agir ainsi pour trouver un terrain d'entente.

Il faut, en effet, que les mutilés accueillent avec satisfaction la loi qui va être votée et que le pays l'accepte avec le même esprit ; c'est pour ces raisons que je demande au Sénat de la voter à l'unanimité, sans réticence. (*Vifs applaudissements.*)

M. de Lamarzelle. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. de Lamarzelle.

M. de Lamarzelle. Messieurs, j'ai applaudi avec vous les discours que nous venons d'entendre et, plus particulièrement, les appels à l'union en vue d'arriver — comme cela s'est produit dans certains projets précédents — à un vote unanime ; mais, pour arriver à l'unanimité, il faut trouver un terrain d'entente.

J'ai écouté avec le plus grand intérêt le discours de M. Strauss, et j'ai constaté qu'il n'avait répondu à mes observations que sur un unique point.

Mes critiques étaient d'un seul ordre : le projet manque de précision dans les points essentiels et s'en remet à un décret.

M. Strauss ne m'a répondu que sur la question du placement...

M. le rapporteur. Voulez-vous me permettre une interruption pour éviter tout malentendu ?

Il est exact que je ne vous ai point suivi pas à pas dans l'examen des articles, car, ainsi que vous l'a dit mon collègue et ami M. Cazeneuve, la commission de l'armée va examiner de nouveau les articles 6 et 7. Mais, n'ayant pas reçu mandat de parler au nom de la commission de l'armée, nous ne pouvons faire état, actuellement, de remaniements.

Lorsque la commission aura procédé à cet examen, je serai autorisé à faire état de remaniements qui, sans altérer notre pensée primitive, nous permettront sans doute d'obtenir le vote unanime que nous désirons tous. (*Très bien ! très bien !*)

M. de Lamarzelle. Je suis très heureux, monsieur le rapporteur, de la réponse que vous voulez bien me faire ; elle me fait espérer une entente complète.

Mais vous connaissez le point délicat qui nous divise : qu'advient-il des établissements privés dont M. le ministre et vous-même avez fait un si juste éloge ? Le doute existe toujours à ce sujet.

Les établissements privés seront-ils soumis au contrôle — ce que j'accepte — ou

seront-ils soumis au régime de l'autorisation préalable ?

Pour le moment, et puisque vous me promettez un remaniement de votre texte, je me borne à indiquer les points qui nous divisent ; j'attends votre nouvelle rédaction et je souhaite de tout cœur que nous puissions voter ce projet de loi à l'unanimité. (*Très bien ! très bien !*)

M. le rapporteur de la commission des finances. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur de la commission des finances.

M. le rapporteur de la commission des finances. M. le ministre du commerce faisait tout à l'heure appel à l'union du Sénat pour voter cette proposition de loi à l'unanimité. Je m'associe volontiers à cet appel, mais M. le ministre connaît trop bien l'importance au point de vue économique et social de la question des mutilés pour vouloir sacrifier l'intérêt des mutilés et du pays au désir de réaliser l'accord unanime sur un texte plus ou moins vague.

Le seul résultat que l'on obtiendrait, si l'accord se réalisait à ce prix, serait — comme l'a fait telle circulaire d'il y a un an — d'arrêter l'essor des initiatives privées. De cette erreur pourrait résulter un grand mal. Dussé-je rester seul, je ne m'y associerais pas.

Nous ne devons pas perdre de vue que ceux pour qui nous légiférons sont des personnes majeures ; aucune loi ne les oblige encore à se faire rééduquer. Bien que cette rééducation professionnelle soit dans leur intérêt et dans l'intérêt même du pays, qu'elle soit étroitement liée à l'avenir pacifique de la France, nous ne pouvons agir sur les mutilés que par persuasion. Celle-ci s'est exercée directement par les œuvres d'initiative privée, indirectement par la presse et par divers concours dont nous avons parlé. Vouloir aujourd'hui — comme le texte de l'article 1^{er} le dit — imposer aux mutilés l'obligation de passer par l'office national pour se faire rééduquer, ce serait apporter une entrave effective à la rééducation professionnelle.

N'en est-ce pas assez déjà de lenteurs inhérentes au régime parlementaire ? Ce texte va retourner à la Chambre ; il faudra quelque temps avant que le décret soit rendu, va-t-on ajouter à tout cela une paperasserie inutile ?

Depuis trente et un mois on fabrique des mutilés ; la rééducation professionnelle exige six ou douze mois ; le problème se pose chaque jour avec une acuité plus grande.

Je suis donc prêt à me rallier à tout texte qui donnerait satisfaction à ces points essentiels, que j'ai traités hier et sur lesquels je ne reviens pas. Si celui qui est nous étresoumis répond aux vœux que j'ai formulés, je répondrais volontiers à l'appel à l'union de M. le ministre, sachant qu'il ne consentira jamais à sacrifier au désir de réaliser l'accord, l'intérêt même des mutilés. (*Très bien ! très bien !*)

M. le ministre du travail. Qui pourrait avoir une pareille pensée ?

M. le rapporteur. J'ai l'honneur de demander au Sénat, d'accord avec le Gouvernement, de vouloir bien déclarer l'urgence pour clore la discussion générale.

M. le président. Je consulte le Sénat sur l'urgence qui est demandée par la commission, d'accord avec le Gouvernement.

Il n'y a pas d'opposition ?... (L'urgence est déclarée.)

M. le rapporteur. La commission demande le renvoi de la discussion pour l'examen des articles.

M. le président. Personne ne s'oppose à l'ajournement à une prochaine séance de la suite de la discussion ?... Il en est ainsi décidé.

4. — DÉPÔT DE PROJET DE LOI

M. le président. La parole est à M. le ministre du commerce.

M. Clémentel, ministre du commerce, de l'industrie, de l'agriculture, du travail, des postes et des télégraphes. J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat au nom de M. le ministre des finances un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, concernant l'application de l'article 5 de la loi du 1^{er} juillet 1916 (contribution extraordinaire sur les bénéfices réalisés pendant la guerre).

M. le président. Le projet de loi est renvoyé à la commission des finances.

Il sera imprimé et distribué.

5. — RÈGLEMENT DE L'ORDRE DU JOUR

M. le président. Je rappelle au Sénat qu'il a déjà décidé d'inscrire à l'ordre du jour de la séance de jeudi une interpellation de M. Monis et plusieurs de ses collègues, sur la situation créée au vignoble français par l'arrêt d'une usine de sulfate de cuivre.

Voici, en conséquence, quel pourrait être l'ordre du jour :

A deux heures et demie, réunion dans les bureaux :

Nomination au scrutin de liste de dix membres de la commission chargée de l'étude de l'organisation économique du pays pendant et après la guerre.

A trois heures, séance publique.

1^{re} délibération, sous réserve qu'il n'y ait pas débat, sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, ayant pour objet de fixer, pendant la durée de la guerre, le taux maximum de l'intérêt des prêts sur titres consentis avant la mobilisation.

Discussion de l'interpellation de M. Monis et plusieurs de ses collègues sur les conséquences de l'arrêt d'une usine fabriquant du sulfate de cuivre nécessaire au vignoble français.

Discussion : 1^o de la proposition de loi, de M. Henry Bérenger, instituant la mobilisation civile et organisant la main-d'œuvre nationale en France et dans les colonies ; 2^o du projet de loi sur les réquisitions civiles.

M. de Lamarzelle. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. de Lamarzelle.

M. de Lamarzelle. Le projet sur la réquisition civile est d'une importance capitale, puisqu'il s'agit de mobiliser 10 millions de Français, mais je n'ai pu que parcourir rapidement le rapport de l'honorable M. Bérenger, étant donné l'étude à laquelle j'ai dû me livrer sur la proposition relative à la rééducation des mutilés.

Le projet de loi sur la réquisition soulève des questions nombreuses, même de législation étrangère. Aussi j'avoue que huit jours pour étudier des dispositions qui bouleversent l'état économique du pays, c'est peu. Si, d'autre part, le Sénat se réunissait mardi pour continuer la discussion de la proposition sur la rééducation des mutilés, j'aurai à étudier également d'ici là les nouveaux articles que la commission doit nous apporter.

Je suis dans l'impossibilité de faire les deux tâches à la fois. Aussi je demanderais au Sénat de vouloir bien m'accorder quelques jours de répit.

M. Henry Bérenger. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Henry Bérenger.

M. Henry Bérenger. Je comprends très bien l'observation courtoise de M. de Lamarzelle, mais d'un autre côté, je ne puis oublier que le Gouvernement a obtenu le

bénéfice de l'urgence pour ce projet de loi sur les réquisitions civiles lorsqu'il l'a déposé, il y a plus d'un mois, en vue d'obtenir une main-d'œuvre supplémentaire pour la défense nationale, les usines de guerre, les transports et l'agriculture.

Nous nous trouvons donc en présence de deux désirs également légitimes : d'une part celui d'étudier à fond une loi qui touche tous les citoyens français dans leur personne et dans leurs biens ; d'autre part, celui de pourvoir aux besoins urgents de la guerre et de la défense nationale.

Mais il ne faut tout de même pas oublier que nous sommes en guerre. La question de la mobilisation civile a été tranchée par l'Allemagne depuis quatre mois, et par l'Angleterre depuis deux mois : le service national civil fonctionne en Angleterre comme, hélas ! il fonctionne chez nos ennemis.

Ce problème de la main-d'œuvre a été posé, chez nous, devant l'opinion publique et devant le Parlement depuis longtemps déjà ; la commission de l'organisation économique l'a étudié à fond et sous tous ses aspects. Je crois donc que si notre éminent collègue M. de Lamarzelle désire prendre part à la discussion, il lui suffira de consacrer un peu plus de son temps à l'étude du projet que j'ai eu l'honneur de rapporter.

La commission d'organisation économique du pays avait songé à demander que ce projet vint en discussion mardi prochain. Mais devant les très légitimes requêtes qui m'ont été adressées par plusieurs de nos collègues, j'ai en son nom accepté l'inscription à l'ordre du jour de la séance de jeudi, et M. de Lamarzelle avait paru accepter cette transaction. Il semble difficile de différer plus longtemps. Le Sénat reproche parfois aux administrations une lenteur qui, si elle n'est pas coupable, est cependant de nature à porter atteinte aux intérêts de la défense nationale ; j'insiste pour lui demander de donner l'exemple de la diligence et de la rapidité. (*Très bien ! très bien ! sur divers bancs.*)

M. Clémentel, ministre du commerce, de l'industrie, de l'agriculture, du travail, des postes et des télégraphes. Je me permets de joindre les instances du Gouvernement à celles de M. Bérenger. A l'heure où nous sommes, à la troisième phase de la guerre, l'agriculture passe au premier plan des nécessités nationales. Par le départ de la classe 1918, par le départ des anciens exemptés et réformés, un nouveau vide va se creuser dans cette main-d'œuvre indispensable pour assurer la vie économique pendant la guerre et pendant le temps qui la suivra. Or, vous savez quelle est la situation.

En ce qui concerne l'industrie, grâce à la propagande active à laquelle le Gouvernement s'est attaché avec vous tous, messieurs, la reprise économique s'est produite. Nous vous démontrerons par des chiffres que, dans la plupart des industries, nous avons presque retrouvé l'effectif d'avant la guerre.

Pendant que l'appel des armes attirait vers le front tant de nos cultivateurs, les appels de l'industrie attiraient vers les villes les femmes et les hommes disponibles.

Le déficit qui en est résulté, vous le connaissez. Il manque 200,000 hommes pour les semailles. Grâce à l'effort de l'administration de la guerre, nous avons pu récupérer 60,000 hommes des classes 1888 et 1889. On ne peut pas aller plus loin, déclare le général en chef, ce n'est pas possible de dépasser ces limites, déclare le ministre de la guerre.

Que faire ? Laisser s'élargir encore le champ des terres incultes ? Ne pas profiter du temps qui nous reste — si le blé ne peut plus être cultivé — pour cultiver pendant qu'il en est temps certaines céréales et les

autres produits nécessaires à l'alimentation ? Vous sentez que nous ne saurions nous arrêter à cette solution négative.

La loi sur la mobilisation civile est surtout une loi agricole : nous mobilisons à la terre les cultivateurs en leur faisant comprendre que leur devoir de soldat est de rester sur leurs champs où ils seront utiles. Puis, nous voulons atteindre les 150,000 ou 160,000 oisifs de vingt et un à soixante ans qui restent encore sur les 750,000 du temps de paix.

J'espère que, lorsque la loi sera votée, nombreux seront ceux qui répondront à l'appel de volontaires précédant la contrainte, j'espère aussi que ceux-là seront fiers de s'enrôler pour remplacer dans les usines les paysans, qui retourneront aux champs, voire même pour aller aux champs, eux aussi, s'il le faut.

Tous feront leur devoir. Le pays répondra à notre attente : je demande au Sénat de nous permettre de lancer cet appel en maintenant à son ordre du jour de jeudi la loi sur la mobilisation civile, qui est une loi d'intérêt national au premier chef. (*Applaudissements.*)

M. de Lamarzelle. Messieurs, il m'est pénible de m'opposer à la demande de M. le ministre.

Tout ce qu'il vient de dire, je l'ai dans l'esprit et dans le cœur. Mais la question que pose la loi sur la mobilisation civile est la suivante : les moyens qu'on nous propose, au lieu de guérir le mal, ne vont-ils pas l'aggraver encore ?

C'est la seule chose qui me préoccupe.

M. Henry Bérenger. C'est le fond de la loi.

M. de Lamarzelle. Précisément. C'est une loi qui peut nous sauver ou qui peut nous perdre.

En tout état de cause, si cette loi restait inscrite à l'ordre du jour de la séance de jeudi, je demanderai subsidiairement que jusque-là, nous ne poursuivions pas la discussion de la proposition relative aux mutilés.

M. Paul Strauss. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Strauss.

M. Paul Strauss. Je suis pleinement d'accord avec mon collègue et ami M. Bérenger et je demande, moi aussi, la fixation à jeudi prochain de la discussion du projet sur la mobilisation civile et les réquisitions civiles ; mais je suis au regret de ne pas adhérer aux suggestions de l'honorable M. de Lamarzelle. Je demanderai à notre collègue de vouloir bien s'imposer un effort qui ne dépasse pas sa puissance de travail et d'accepter que le Sénat achève mardi, si possible, cette discussion si passionnante sur la rééducation professionnelle et la réadaptation au travail des blessés et des mutilés de la guerre.

M. Henry Bérenger. A mon tour, je suis d'accord avec l'honorable M. Strauss pour demander qu'on n'interrompe pas la discussion de la proposition sur la rééducation professionnelle des mutilés et pour demander au Sénat de siéger mardi et, au besoin, mercredi si c'est nécessaire pour régler cette question urgente. Les séances nous ne les multiplions pas pour le plaisir ; quand il n'y a pas de loi urgente, nous savons nous ajourner. Mais les questions urgentes se multiplient chaque jour : il faut bien que nous consentions à déroger à la règle des séances hebdomadaires et à nous plier aux besoins du pays. (*Très bien ! très bien !*)

Je demande donc au Sénat de se réunir mardi et mercredi au besoin pour terminer la discussion de la proposition relative à la rééducation des mutilés et d'inscrire à son ordre du jour de jeudi la loi sur les réquisitions civiles.

M. de Lamarzelle. Vous ne pouvez pas

demander à un collègue d'étudier en quelques jours deux questions si complexes : c'est le mettre dans l'impossibilité de discuter l'une et l'autre.

La question de la rééducation des mutilés n'intéresse pas directement la guerre ; elle ne concerne pas la question de savoir si les Prussiens seront chassés hors de France. D'ailleurs la rééducation, on la fait ; et puis le décret prévu n'interviendra pas aussitôt après le vote de la loi et quelques jours de plus ne sont pas un bien grand retard.

M. le ministre du travail. Le décret est tout prêt.

M. de Lamarzelle. Je vous en prie, n'abusez pas des forces d'un de vos collègues, permettez-nous de discuter dans des conditions raisonnables, et avec des textes que nous aurons pu étudier.

M. Hervey. Quand le nouveau texte sera-t-il distribué ?

M. le président. La proposition de M. Strauss de tenir séance mardi entraîne une modification de l'ordre du jour dont j'ai donné lecture en prévision d'une séance jeudi.

M. Gaudin de Villaine. Quand le nouveau texte de M. Paul Strauss, sur lequel nous serons appelés à discuter, sera-t-il déposé ? Nous l'ignorons. (*Très bien !*)

M. Paul Strauss. Je vais répondre à la question posée par M. Hervey et M. Gaudin de Villaine.

La commission de l'armée doit se réunir demain pour examiner le nouveau texte qui sera immédiatement mis à l'impression pour être distribué dans la journée de lundi.

M. Guillaume Chastenet. Nous ne le recevrons ainsi que quelques heures avant la séance. C'est trop court. A jeudi !

M. de Lamarzelle. Il sera impossible mardi de discuter dans ces conditions.

M. le président. Je consulte le Sénat sur la proposition de M. Strauss de tenir séance publique mardi pour continuer la discussion de la proposition de loi sur la rééducation professionnelle des mutilés et blessés.

(Le Sénat décide de ne pas tenir séance mardi.)

M. le président. S'il n'y a pas d'observation, la prochaine séance aura donc lieu jeudi 22 mars, avec l'ordre du jour suivant :

A deux heures et demie, réunion dans les bureaux :

Nomination, au scrutin de liste, de dix membres de la commission chargée de l'étude de l'organisation économique du pays pendant et après la guerre.

A trois heures, séance publique :

1^{re} délibération, sous réserve qu'il n'y ait pas débat, sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, ayant pour objet de fixer, pendant la durée de la guerre, le taux maximum de l'intérêt des prêts sur titres consentis avant la mobilisation ;

Discussion de l'interpellation de M. Monis et plusieurs de ses collègues, sur les conséquences de l'arrêt d'une usine fabriquant du sulfate de cuivre nécessaire au vignoble français ;

Discussion : 1^o de la proposition de loi, de M. Henry Bérenger, instituant la mobilisation civile et organisant la main-d'œuvre nationale en France et dans les colonies ; 2^o du projet de loi sur les réquisitions civiles ;

Suite de la discussion de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à l'obligation de la rééducation professionnelle des blessés et des mutilés de la guerre appelés à bénéficier de la loi sur les pensions militaires ;

2^e délibération sur la proposition de loi de M. Lannelongue et un certain nombre de ses

collègues, tendant à combattre la dépopulation par des mesures propres à relever la natalité :

1^{re} délibération sur : 1^o la proposition de loi de M. Chéron et plusieurs de ses collègues, relative au placement des travailleurs, et portant modification des articles 79, 81, 83 à 93, 98 et 102 du livre 1^{er} du code du travail et de la prévoyance sociale ; 2^o la proposition de loi de M. Paul Strauss et plusieurs de ses collègues, relative à l'institution d'offices départementaux et de bureaux paritaires de placement ;

1^{re} délibération sur la proposition de loi de M. Etienne Flandin tendant à compléter les articles 21 et 23 de la loi du 22 juillet 1912 sur les tribunaux pour enfants et adolescents et sur la liberté surveillée ;

2^o délibération sur la proposition de loi portant révision des articles du code pénal concernant le vagabondage et la mendicité et l'organisation de l'assistance par le travail ;

1^{re} délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, modifiant les dispositions actuelles relatives au passage des officiers généraux dans le cadre de réserve, et créant, pour les colonels une position spéciale ;

1^{re} délibération sur : 1^o la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, portant création d'un service de comptes courants et de chèques postaux ; 2^o la proposition de loi de M. de La Batut, tendant à créer un service de comptes courants et de chèques postaux ;

Discussion des conclusions du rapport fait au nom de la commission chargée d'examiner les marchés qui auront été passés par le Gouvernement pendant la guerre (marchés de projectiles) ;

1^{re} délibération sur la proposition de loi de M. Audiffred, relative à l'achèvement des ports et des voies navigables.

Personne ne demande plus la parole ?...
La séance est levée.
(La séance est levée à six heures un quart.)

Le chef par intérim du service de la sténographie du Sénat,
ARMAND POIREL.

QUESTIONS ÉCRITES

Application de l'article 80 du règlement, modifié par la résolution du 7 décembre 1911 et ainsi conçu :

« Art. 80. — Tout sénateur peut poser à un ministre des questions écrites ou orales.

« Les questions écrites, sommairement rédigées, sont remises au président du Sénat.

« Dans les huit jours qui suivent leur dépôt, elles doivent être imprimées au Journal officiel avec les réponses faites par les ministres. Elles ne feront pas l'objet d'une publication spéciale.

« Les ministres ont la faculté de déclarer par écrit que l'intérêt public leur interdit de répondre ou, à titre exceptionnel, qu'ils réclament un délai pour rassembler les éléments de leur réponse.

1400. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 16 mars 1917, par

M. Hayez, sénateur, demandant à M. le ministre de la guerre en vertu de quel texte une retenue de 198 fr. 90 pour frais de traitement durant un semestre a été faite à un hôpital sur une gratification annuelle de 600 fr. accordée à un militaire réformé n° 1.

1401. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 16 mars 1917, par M. de Las Cases, sénateur, demandant à M. le ministre de la guerre si des propriétaires dont les fourrages ont été réquisitionnés par l'intendance en dépôt ont le droit d'en distraire les quantités indispensables à la nourriture de leur cheptel.

Ordre du jour du jeudi 22 mars.

A deux heures et demie, réunion dans les bureaux :

Nomination, au scrutin de liste, de dix membres de la commission chargée de l'étude de l'organisation économique du pays pendant et après la guerre. (N°s 9 et 62, année 1917.)

A trois heures, séance publique :

1^{re} délibération sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, ayant pour objet de fixer, pendant la durée de la guerre, le taux maximum de l'intérêt des prêts sur titres consentis avant la mobilisation. (N°s 55 et 73, année 1917. — M. Albert Peyronnet, rapporteur.)

Discussion de l'interpellation de M. Monis et plusieurs de ses collègues sur les conséquences de l'arrêt d'une usine fabriquant du sulfate de cuivre nécessaire au vignoble français.

Discussion : 1^o de la proposition de loi, de M. Henry Bérenger, instituant la mobilisation civile et organisant la main-d'œuvre nationale en France et dans les colonies ; 2^o le projet de loi sur les réquisitions civiles. (N° 480, année 1916, et 8, 30 et 77, année 1917. — M. Henry Bérenger, rapporteur. — Urgence déclarée.)

Suite de la discussion de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à l'obligation de la rééducation professionnelle des blessés et des mutilés de la guerre appelés à bénéficier de la loi sur les pensions militaires. (N°s 166 et 261, année 1916, et a, b et c, nouvelles rédactions. — M. Paul Strauss, rapporteur, et n° 453, année 1916. — Avis de la commission des finances. — M. Astier, rapporteur. — Urgence déclarée.)

2^o délibération sur la proposition de loi de M. Lannelongue et un certain nombre de ses collègues, tendant à combattre la dépopulation par des mesures propres à relever la natalité. (N°s 311, année 1910, 354 et 402, année 1912, 449, année 1913, et 31, année 1917. — M. Cazeneuve, rapporteur.)

1^{re} délibération sur : 1^o la proposition de loi de M. Chéron et plusieurs de ses collègues, relative au placement des travailleurs, et portant modification des articles 79, 81,

83 à 93, 98 et 102 du livre 1^{er} du code du travail et de la prévoyance sociale ; 2^o la proposition de loi de M. Paul Strauss et plusieurs de ses collègues, relative à l'institution d'offices départementaux et de bureaux paritaires de placement. (N°s 38, 223, 454 et 454 rectifié, année 1916. — M. Paul Strauss, rapporteur.)

1^{re} délibération sur la proposition de loi de M. Etienne Flandin, tendant à compléter les articles 21 et 23 de la loi du 22 juillet 1912 sur les tribunaux pour enfants et adolescents et sur la liberté surveillée. (N°s 398 et 400, année 1916, et 37, année 1917. — M. Flandin, rapporteur.)

2^o délibération sur la proposition de loi portant révision des articles du code pénal concernant le vagabondage et la mendicité et l'organisation de l'assistance par le travail. (N°s 302, 305, année 1910, 74 et 74 bis, année 1911, et 66, année 1917. — M. Etienne Flandin, rapporteur, et n° 106, année 1912. — Avis de la commission des finances. — M. Alexandre Bérard, rapporteur.)

1^{re} délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, modifiant les dispositions actuelles relatives au passage des officiers généraux dans le cadre de réserve et créant pour les colonels une position spéciale. (N°s 330, année 1916, et 64, année 1917. — M. A. Gervais, rapporteur.)

1^{re} délibération sur : 1^o la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, portant création d'un service de comptes courants et de chèques postaux ; 2^o la proposition de loi de M. de La Batut tendant à créer un service de comptes courants et de chèques postaux. (N°s 375 et 399, année 1916, et 15, année 1917. — M. Emile Dupont, rapporteur.)

Discussion des conclusions du rapport fait au nom de la commission chargée d'examiner les marchés qui auront été passés par le Gouvernement pendant la guerre (marchés de projectiles). (N°s 284 et 286, année 1916. — M. Perchot, rapporteur.)

1^{re} délibération sur la proposition de loi de M. Audiffred, relative à l'achèvement des ports et des voies navigables. (N°s 107, année 1909, 388, année 1914, et 339, année 1916. — M. Audiffred, rapporteur.)

Erratum

au compte rendu in extenso de la séance du jeudi 15 mars 1917 (Journal officiel du 16 mars).

Page 269, 3^e colonne, 14^e ligne et page 280, 2^e colonne, 47^e ligne,

Au lieu de :

« ... sur la vente, la répartition et la taxation des charbons. »,

Lire :

« ... sur la taxation des charbons domestiques ».